



Master in Advanced European and International Studies

Mediterranean Studies

Table des Matières

Remerciements	3
1. Abstract	4
Mots clés	4
2. Introduction	5
2.1. Questions de recherche	6
3. Revue de littérature et contexte de recherche	7
3.1. Histoires et contextes politiques et économiques : Maputo, Tunis, Dakar	8
3.2. La sécurité et la souveraineté alimentaire dans un climat changeant	11
3.3. Les enjeux de l'AUP dans les trois villes	18
3.3.1 Tunis et ses environs	20
3.3.2 Le cas de Maputo	23
3.3.3. Dakar et sa forte urbanisation	26
4. Méthodologie de recherche	32
5. Analyse qualitative	34
5.1. L'autosuffisance	35
5.2. La qualité de vie	39
5.3. Modernisation vs. Méthodes indigènes	43
5.4. Forme de protestation politique ?	48
5.5. Perspectives et rôles pour l'AUP dans un futur incertain	52
5.6. Leçons tirées	60
6. Conclusion	66
Bibliographie	69
Annexes	75
Glossaire des sigles	75
Tableau des figures	76

Remerciements

Un certain nombre de personnes m'ont aidé à mener à bien les recherches et la rédaction de ce mémoire.

Tout d'abord, je tiens à remercier tous les agriculteurs urbains de Maputo, Tunis et Dakar qui ont pris le temps de discuter avec moi et de me faire découvrir leur métier. Ils ont tous des journées de travail bien remplies, travaillant souvent seuls ou en petite équipe, et j'apprécie énormément les connaissances, les expériences et les leçons qu'ils ont choisi de partager avec moi. Sans leur contribution, ce mémoire n'aurait pas pu être écrit.

Je voudrais également remercier les différentes personnes qui m'ont aidé à entrer en contact avec ces agriculteurs, en particulier les partenaires universitaires de Maputo (Universidade Eduardo Mondlane), de Tunis (Université Mahmoud El Materi) et de Dakar (SUPDECO). Un grand merci à l'équipe de l'OSAE Tunis et de La Ferme Urbaine pour leur aide dans la mise en relation avec les acteurs tunisiens de l'agriculture urbaine. Je remercie également Mohamed Ndoye de la municipalité de Dakar pour m'avoir donné accès aux projets de micro-jardinage dans la ville.

Je tiens également à remercier mon directeur de thèse, Jean-Claude Vérez, pour ses conseils, sa perspicacité et son soutien dans la réalisation de ce mémoire, tant sur le fond que sur la forme. Les discussions stimulantes que j'ai eues avec lui m'ont aidée à identifier le bon angle et l'intérêt de la recherche pour aborder mon sujet et à rester concentrée pendant le processus de rédaction. Dans le même esprit, je voudrais remercier Marilena Del Tognò pour son soutien constant, sa sympathie et son écoute attentive pour toute question ou préoccupation.

Enfin, je remercie mes merveilleux camarades de classe pour les conversations inspirantes, les expériences partagées et les beaux souvenirs que nous avons créés au cours des neuf derniers mois et qui m'ont permis de vivre une expérience d'étude pas comme les autres et de grandir énormément. Sans eux, le programme n'aurait pas été l'opportunité exceptionnelle qu'il a été pour moi et ce mémoire n'aurait pas pu voir le jour.

1. Abstract

L'agriculture urbaine est souvent traitée comme une panacée pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire ressentie par les populations sans cesse croissantes des grandes villes, notamment des capitales des pays du Sud. Cependant, un nombre significatif d'études des années récentes a commencé à cibler les limitations des activités agricoles - surtout de l'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) traditionnelle - aux épacentres de l'urbanisation qui, dans la plupart des cas, sont aussi les endroits les plus affectés par les crises économiques, climatiques et alimentaires. Ce phénomène se manifeste différemment dans les villes de Maputo, Tunis et Dakar, mais est lié par des préoccupations similaires : la peur commune du pillage, l'urbanisation, la marginalisation, les chocs climatiques, le vieillissement et le manque de perspectives parmi les agriculteurs urbains. La recherche sur les agriculteurs urbains a également révélé des besoins similaires, tels que la protection des terres agricoles en milieu urbain, la valorisation de leur travail et la promotion de l'éducation dans le secteur agricole. En même temps, la question de comment gérer la croissance urbaine disproportionnée sur le continent africain tout en soutenant une immense génération des jeunes en recherche d'emploi est une des questions les plus pressantes des prochaines décennies. En faisant la lumière sur les pratiques agricoles dans les trois villes, comparant des données collectées au Mozambique avec celles à Tunis et Dakar permet de mieux comprendre les enjeux politiques, eu égard aux influences géographiques, historiques et économiques. Nous terminons par une série de recommandations politiques ciblant le développement urbain durable, l'enseignement agricole, l'intégration sociale des agriculteurs urbains et les dynamiques entre les zones urbaines et leurs environs ruraux.

Mots clés

Agriculture urbaine, agriculture péri-urbaine, Mozambique, Tunisie, Sénégal, développement urbain, démographie urbaine, sécurité alimentaire

2. Introduction

La nourriture touche presque tous les aspects de notre vie quotidienne. Pourtant, la plupart des gens sont devenus de plus en plus éloignés de son parcours, de la terre à la fourchette. Le discours politique actuel sur l'accès à la nourriture semble tourner principalement autour des chaînes d'approvisionnement internationales obscures, des quantités importées et - comme l'a récemment révélé la guerre en Ukraine - de l'ordre géopolitique mondial. Compte tenu de la complexité et de la politisation de la production alimentaire, il n'est pas surprenant que les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, d'inflation ou des effets du changement climatique ne sachent pas qui tenir pour responsable de leurs difficultés. L'examen attentif de la nourriture que les gens peuvent mettre sur la table, sans oublier son origine, constitue un point de départ précieux pour explorer la compréhension qu'ont les communautés de la sécurité alimentaire et de la production agricole.

En même temps que l'insécurité alimentaire ne cesse pas d'augmenter (Banque Mondiale, 2024), la croissance des espaces urbains progresse de plus en plus rapidement. Plus que la moitié de la population mondiale réside dans les villes, et selon des projections de l'UN DESA, en 2050, ce seront presque 70 pour cent (UN DESA, 2018). Ceci est surtout un phénomène sur le continent africain, notamment dans les trois capitales qui seront analysé dans ce travail : selon les dernières prévisions, la population de Dakar aura surpassé les 8 millions en 2050, celle de Maputo sera à plus de 5 millions (Hoornweg & Pape, 2014) et la Tunisie connaîtra le taux d'urbanisation le plus élevé avec plus de 80 pour cent, dont la plupart dans la région du Grand Tunis (Our World in Data, 2024). Pourtant, les populations urbaines se trouvent de plus en plus dans des situations précaires en ce qui concerne l'accès à la nourriture, et surtout la nourriture abordable. Il n'est pas un hasard que les endroits dans lesquels les gens mènent leur vie de manière la plus éloignée des cycles naturels soient les endroits où les gens sont le plus soumis au bon vouloir du marché global. Les villes sont sans doute les épicycles de l'industrialisation et la globalisation qui, pendant les dernières

décennies, a réduit la majorité des aspects de la production alimentaire au statut de marchandise ou service.

Il est par conséquent intéressant et nécessaire de rechercher les activités agricoles dans les régions urbaines et péri-urbaines afin de mieux comprendre les raisons de la pénurie alimentaire, les manières dont les populations urbaines y répondent et comment les responsables prennent en compte ces dynamiques pour les processus de planification et politiques urbaines. Etant donné que l'Afrique est une des régions les plus touchées par la crise climatique et ses effets sur l'utilisation des terres, les capitales africaines constituent un domaine de recherche multidimensionnel. C'est pour cela que ce mémoire explore trois contextes africains urbains très différents en ciblant les différentes pratiques agricoles et leur importance pour la population ainsi que pour les personnes prises en charge. La recherche ajoute aux résultats recueillis à Maputo, la capitale du Mozambique, en mai 2022, des données collectées à Tunis et à Dakar en 2024. En localisant les activités de l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans ces trois villes, nous envisageons de répondre aux questions clé de recherche suivantes.

2.1. Questions de recherche

- Comment l'agriculture urbaine à Maputo se compare-t-elle à l'activité agricole à Tunis et à Dakar ?
- En quoi cette comparaison met-elle en lumière les influences différentes de chaque région, y compris l'influence méditerranéenne ?
- En tenant compte des défis particuliers de chaque capitale, quelles leçons peut-on tirer pour l'avenir de la sécurité alimentaire urbaine ?

Le mémoire cherche à savoir si et comment l'agriculture urbaine contribue ou non à limiter l'insécurité alimentaire et à augmenter le niveau d'autosuffisance parmi les populations urbaines. En outre, nous cherchons à distiller, à partir des résultats de la recherche, des idées et des impulsions pour l'élaboration de politiques futures dans le domaine de l'agriculture urbaine.

3. Revue de littérature et contexte de recherche

Le travail suivant puise dans la littérature académique de différents domaines de recherche ainsi que dans la littérature grise¹, notamment des rapports de certaines organisations des Nations Unies (ONU). Selon les questions clés de notre recherche, la littérature la plus fondamentale pour garantir une analyse approfondie des données collectées au cours de ce projet repose sur des articles sur le rôle de l'agriculture urbaine dans des capitales et grandes villes africaines, surtout Maputo, Tunis et Dakar.

Dans le cas de Maputo, cela concernait la littérature sur la tradition de l'agriculture péri-urbaine dans les zones vertes (Crush, Hovorka & Tevera, 2011, Engel, Fiege & Kühn, 2019, Paganini & Lemke, 2020), la géographie post-coloniale (Paasche & Sidaway, 2010) et les impacts des programmes d'ajustement structurels (PAS) du Fonds Monétaire International (FMI) sur l'économie mozambicaine (Beste & Pfeiffer, 2016).

Concernant le contexte tunisien, et celui de la capitale Tunis en particulier, mes recherches sont soutenues par la littérature dans les domaines de géographie, sciences urbaines et sciences environnementales ainsi que certaines analyses politiques : des études sur les enjeux environnementaux et les équipements sociaux dans les zones péri-urbaines de Tunis (Bouraoui, 2003, Bouraoui & Houman, 2010), les visions pour l'agriculture urbaine parmi la population tunisienne (Saoussen, 2022) et des influences et dynamiques méditerranéennes dans ce contexte-là (Toumi & Vidal, 2011). Le mémoire profite également des expériences vécues des paysans tunisiens sur les problématiques climatiques et dans le développement agricole (Laâmour, 2024).

Afin de mieux comprendre les activités agricoles et leur signification dans la capitale sénégalaise, Dakar, il fallait consulter des textes sur les impacts de l'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) sur l'économie des ménages dakarois (Ba & Cantoreggi, 2018), la perception des activités agricoles en ville (Ba & Moustier, 2010, Ba et al., 2016) et

¹ La littérature grise est un terme traduit de l'anglais 'grey literature' qui se réfère à la littérature non académique, mais scientifique et basée sur des données, comme les rapports des ONG et des think tanks.

l'exemple unique du Sénégal comme pays post-colonial souvent salué comme une réussite démocratique par des acteurs de l'Ouest (Wade & Lançon, 2015).

Afin de clairement définir les mots clés, il faut prendre en compte les origines des termes de la sécurité et la souveraineté alimentaire dans le contexte des politiques de globalisation (Banque Mondiale, 1986, Jarosz, 2014, La Via Campesina, 2021). La controverse entre ces deux termes aide à mieux comprendre l'importance des activités agricoles urbaines, pour les agriculteurs ainsi que pour les municipalités et même les acteurs nationaux et internationaux qui luttent contre la faim, la malnutrition et la pauvreté (Agarwal, 2014). Tandis que la sécurité alimentaire est devenue de plus en plus un outil des certaines institutions internationales (FAO et al., 2022) pour prôner une hausse de production dans les ménages (Brownhill, Kaara & Turner, 2015: 106), la souveraineté alimentaire est liée à un mouvement qui se base sur le savoir et les traditions indigènes et une position anti-capitaliste (La Via Campesina, 2021) qui a pour but de récupérer les moyens de l'autonomie et de l'autodétermination (Corntassel, 2008). Le mémoire s'appuie aussi sur les données qui permettent de mieux comprendre les impacts nationaux et régionaux du changement climatique dans les trois villes en question (voir, par exemple, OCHA, 2023). Dans ce contexte, il est le plus important d'examiner le rôle des risques climatiques pour le secteur agricole et les acteurs qui y dépendent le plus.

3.1. Histoires et contextes politiques et économiques : Maputo, Tunis, Dakar

Les trois villes sont caractérisées par un passé colonial extensif - en Tunisie et au Sénégal sous l'oppression du régime colonial français et au Mozambique par les Portugais - et une transformation post-indépendance suivi par un mouvement vers l'économie du marché. Ce dernier était considérablement encouragé et accéléré par les institutions financières internationales (IFI) notamment le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) et l'implémentation des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Ceux-ci ont fondamentalement diminué le secteur public en privatisant des domaines cruciaux comme l'énergie, la santé et l'éducation et ont ainsi causé un considérable retrait de l'État (Rocheleau et al., 1996: 35). Il faut

comprendre ces transformations vers une économie de marché et la privatisation dans le cadre des siècles de l'exploitation, dépossession et travail forcé sous le colonialisme, ce que l'historien guyanais Walter Rodney classait comme "sous-développement" (Rodney, 1972). Ce sous-développement impliquait un exode de ressources du Sud au Nord qui persiste jusqu'à aujourd'hui sous forme des conditions économiques et commerciales inégales (Hickel, 2018). Il est estimé que les pays du Sud ont ainsi perdu une totale de 242 trillions de dollars depuis 1990 (Hickel et al., 2022). Dans ce qui suit, nous montrerons comment ces structures mondiales se manifestaient différemment dans les trois pays en question.

Au Mozambique, tout d'abord, la guerre civile entre les années 1970s jusqu'à 1992 a mené à une destruction de plusieurs réseaux d'infrastructure et des terres (Beste & Pfeiffer, 2016 : 368). De plus, la situation post-guerre faisait que le Mozambique devenait significativement dépendant des importations, un défi qui persiste à certains égards jusqu'à aujourd'hui (ibid.). Par nécessité, le pays commençait à demander de l'aide auprès des IFI dans les années 1980s. Les flux d'aide ont toutefois été suspendus jusqu'à ce que le pays concède et accepte les politiques néolibérales des IFI dans le cadre du modèle de Bretton Woods (ibid.). Avec l'adoption du premier programme de redressement économique (PRE), le pays est passé à une économie de marché. Bien que, suite à la Loi de la Terre de 1997, le gouvernement ait officiellement la charge du sol mozambicain, il donne toujours l'autorisation d'acquérir des espaces à certains individus et corporations via le *Direite de Uso e Aproveitamento de Terra* (DUAT) (Aminaka, 2022 : 114). La propriété foncière au Mozambique est devenue de plus en plus compliquée en raison de l'augmentation des intérêts étrangers et nationaux, ce qui est surtout un sujet important en ce qui concerne la production alimentaire. Il faut également noter que l'implémentation des PAS n'avait pas les résultats désirés dans la majorité des secteurs. La pauvreté continue à augmenter malgré un Produit Intérieur Brut (PIB) croissant et l'IDH du Mozambique est resté inchangé (Beste & Pfeiffer, 2016: 373). Selon le Programme du Développement des Nations Unies (UNDP), presque 62 pour cent de la population mozambicaine vit avec moins de 2,15 dollars par jour (2023), soit en dessous du seuil de pauvreté internationale. Selon l'indice de

développement humain (IDH) des Nations unies, le Mozambique se classe actuellement au 180e rang sur 189 pays et territoires.

En Tunisie, en revanche, on observait un développement post-indépendance après 1956 avec beaucoup de similarités, mais des priorités différentes. Le pays au nord de l'Afrique avait également introduit et adopté les PAS du FMI pendant les dernières 50 années, mais pendant que le taux d'urbanisation augmentait sans cesse, le taux de pauvreté faisait le contraire (Laâmouri et al., 2024). Ici, comme au Mozambique, la production locale a été délaissée au profit de la domination par des entreprises privées tunisiennes et internationales (Jouilli, 2008). Par ailleurs, avec l'essor industriel, la période de 1957 à 1975 a transformé l'aspect de la plupart des grandes villes tunisiennes, telles que Sfax, Gabès, Sousse et surtout Tunis (Bouraoui, 2003 : 43). L'expropriation des agriculteurs ruraux a entraîné un important exode vers les zones urbaines. Les plans nationaux mettaient l'accent sur l'industrie et les infrastructures touristiques (Bouraoui & Houman, 2010 : 2). Il est également crucial de souligner que le printemps arabe, qui a notamment débuté dans la ville agricole de Sidi Bouzid, a révélé et amplifié les frustrations des agriculteurs tunisiens (Agrobiosciences, 2011). Bien que la transition en Tunisie ait été relativement paisible, elle a mis en évidence les défis majeurs dans les politiques et l'économie du pays. Actuellement, l'économie tunisienne repose en grande partie sur le secteur des services (BM, 2016) et, avec un IDH de 0,731 (2023), le pays se classe au 4ème rang sur le continent africain.

Le peuple sénégalais n'a pas connu une période socialiste telle que celle du Mozambique et de la Tunisie. Souvent nommé une "histoire démocratie de succès" (Dahou & Foucher, 2004), le Sénégal a été gouverné par Léopold Sédar Senghor de son indépendance en avril de 1960 jusqu'à 1980, avec une ouverture politique contrôlée et une forte influence des plans d'ajustement structurel du FMI. Senghor, tandis que fondateur de la Partie Socialiste du Sénégal, défendait quand même l'importance de l'entreprise privée et l'esprit d'entreprise. En même temps, son gouvernement intervenait dans l'économie afin d'accélérer des projets d'industrialisation. L'histoire de l'alternance politique qui suivait dans les prochaines décennies construisait l'image

de “l’exceptionnalité sénégalaise” dans la région et ouvrait la voie pour une politique souvent décrite comme “pluraliste” et “démocratique” (Gellar, 2002). Un souvenir de la période coloniale, la culture arachidière restait au cœur de l’économie de l’état, bien que la production agricole eût du mal à se remettre après des crises économiques et suite au départ du peuple vers les villes et l’étranger (Dahou & Foucher, 2004 : 8). Malgré le potentiel des matières premières comme l’or et le pétrole ainsi que le revenu généré avec la production de phosphates, l’économie sénégalaise s’appuie largement sur la rente migratoire (ibid.). Cependant, les privatisations et la libéralisation économique sous le président A. Diouf, promu par les ajustements structurels du FMI pendant les années 1980 et 1990 (Copans, 1980), sont souvent vue de manière ambiguë (Dahou, 2002). Cela a quand même mené à une déterritorialisation de l’économie (Dahou & Foucher, 2004 : 10). Aujourd’hui, le Sénégal se classe au rang 158 et presque 40 pour cent de la population est affectée par la pauvreté monétaire.

Depuis le début du 21ème siècle, la croissance urbaine des villes africaines s’est accompagnée d’un processus de transformation des zones agricoles à l’intérieur comme à la périphérie des villes (Bouaroui & Houman, 2010 : 2). Les développements politiques et économiques, surtout dans le secteur agricole, au Mozambique, Sénégal et en Tunisie sont évidemment liés à la crise climatique. La section suivante tente de présenter les principaux défis à relever pour nourrir des populations urbaines toujours plus nombreuses dans une région du monde où le changement climatique frappe le plus durement.

3.2. La sécurité et la souveraineté alimentaire dans un climat changeant

Les pays africains, peu responsables du changement climatique (Global Carbon Budget, 2023), sont affecté par ses impacts de manière disproportionnelle. Cela se manifeste de manière différente dans les trois pays en question dans ce mémoire. Cependant, dans chaque cas, nous pouvons constater que le secteur agricole est parmi les secteurs les plus touchés, avec des répercussions sévères pour la sécurité alimentaire, le taux de malnutrition et la pauvreté parmi la population.

Le Mozambique, situé en Afrique du Sud-Est, compte environ 32 millions d'habitants (Banque mondiale, 2021). Le pays bénéficie d'un climat tropical à subtropical et fait partie des nations les plus vulnérables aux effets du changement climatique (voir, par exemple, Irish Aid, 2015). Les projections indiquent une augmentation des événements météorologiques extrêmes dans les années à venir, avec des périodes de sécheresse plus chaudes et des inondations intenses. En février 2023, le Mozambique a été gravement touché par la tempête tropicale Freddy, aggravant la situation humanitaire déjà difficile du pays. Cette tempête a suivi plusieurs cyclones dévastateurs qui ont frappé le Mozambique ces dernières années. Cette situation a mis sous pression le système de santé publique, provoquant une épidémie de choléra et affectant des hectares de cultures prêtes à être récoltées, exacerbant ainsi l'insécurité alimentaire et compromettant les principales sources de revenus de milliers de personnes. Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche sont les plus importants de l'économie mozambicaine (Irish Aid, 2015). L'agriculture emploie environ 80 pour cent de la main-d'œuvre et constitue la principale source de revenus pour plus de 70 pour cent de la population (FIDA, 2018). Entre 2010 et 2013, le secteur agricole a contribué à environ 30 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et les produits alimentaires et matières premières agricoles ont représenté 25 pour cent des exportations totales du Mozambique (ibid.). La majorité des terres agricoles est exploitée par de petits agriculteurs pratiquant l'agriculture pluviale, moins d'un pour cent cultivant des parcelles de plus de 10 hectares (Banque Mondiale, 2017). En général, l'agriculture de subsistance sans accès stable et cohérent au marché est courante, le pays importe plus de denrées alimentaires qu'il n'en exporte. Il devient crucial pour le Mozambique de lier l'action climatique au renforcement de son secteur agricole. La stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets (NCCAMS) a fait de l'adaptation et de la réduction des risques climatiques une priorité nationale, avec huit actions stratégiques visant à accroître la résilience et réduire les risques climatiques pour les communautés, les écosystèmes et l'économie nationale (Répubblica de Moçambique, 2013). Ces huit actions portent spécifiquement sur des

domaines tels que les ressources en eau, l'agriculture, la pêche, la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN), la biodiversité et les forêts (Irish Aid, 2015 : 8).

De son côté, la Tunisie expérimente le changement climatique par une hausse des températures, la diminution des précipitations, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes (Lâamouri, 2024 : 9). Par conséquent, le pays est touché par la pénurie d'eau, la désertification, la perte de biodiversité, et la baisse de la productivité agricole (Ministère de l'Environnement Tunisien, 2022). En consultant le rapport du gouvernement tunisien sur la Contribution Déterminée Nationale (CDN) de 2021 et des rapports des ONG dans le secteur climatique, nous apprenons que la carte bioclimatique du pays est en train de changer rapidement (Adapt'Action, 2021) avec l'expansion de l'aire de répartition du climat désertique et le recul des zones pastorales et des forêts. En outre, le changement des températures affectera les cycles biologiques des plantes et réduira considérablement la contribution du secteur agricole au PIB de la Tunisie (Gouvernement de la Tunisie, 2021 : 28). Les ressources en eau diminueront en raison du manque d'eau de pluie et de réserves souterraines et les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les tempêtes aquatiques seront en augmentation (Adapt'Action, 2021). Les politiques tunisiennes d'adaptation au climat mettent l'accent sur la notion de résilience, en définissant leur approche comme une combinaison de croissance économique partagée, de création d'emplois pour tous, d'une meilleure anticipation des risques et perturbations climatiques, et de la réduction et de l'absorption de leurs effets, entre autres (Gouvernement de la Tunisie, 2021 : 31).

En ce qui concerne le Sénégal, les risques majeurs du changement climatique sont résumés dans trois catégories : la croissance des températures, la pluviométrie et l'état de la mer (République du Sénégal, 2020). À l'horizon de 2035, nous nous attendons à une augmentation des températures d'environ 1,4 degré Celsius, une baisse des précipitations significative d'environ 16 mm en moyenne, et une disparation de 55 à 86 km² à cause des inondations, menant à une disparation totale des mangroves actuelles

(ibid. : 10). Sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, on s'attend actuellement aux menaces sur la demande à l'eau douce et une augmentation énorme de la durée maximale et des fréquences des poches de sécheresse (IPCC, 2018). Le pays envisage également la perte des écosystèmes et services écosystèmes complexes et le développement des espèces invasives (République du Sénégal, 2020 : 37) – des projections que le Sénégal a en commun avec la Tunisie à la Méditerranée et le Mozambique aux côtes de l'océan Indien. Cela aura également un impact réel sur les risques de santé. Le Sénégal a ainsi identifié des stratégies clé pour l'adaptation, parmi eux des codes sectoriels – notamment pour la pêche et la production agricole –, les initiatives d'adaptation d'entreprises, une approche multisectorielle pour l'économie nationale, et des stratégies communicatives pour les "citoyens" et les "décideurs" afin de réaliser une sensibilisation efficace (ibid. : 40).

Ces brefs aperçus des impacts de la crise climatique sur la Tunisie, le Sénégal et le Mozambique montrent que les secteurs agricoles sont à chaque fois parmi les secteurs les plus touchés car ils sont fortement liés aux ressources de l'eau, le climat, le fonctionnement des écosystèmes et les événements météorologiques extrêmes. Comme ce mémoire analyse la contribution de l'AUP au défi de l'alimentation dans les trois capitales Tunis, Dakar et Maputo, deux termes clés à définir sont la sécurité et la souveraineté alimentaires. Bien qu'elles soient parfois mentionnées dans le même souffle et considérées comme les deux faces d'une même pièce, la sécurité et la souveraineté alimentaires sont devenues des concepts presque diamétralement opposés dans le discours politique. Divers acteurs, des activistes aux organisations de la société civile en passant par les décideurs politiques, ont renégocié ces deux termes au cours des dernières décennies. Les discours autour des deux concepts ont été façonnés tant par des processus et des événements politiques que par des actions de terrain menées par la société civile, souvent par les communautés Indigènes disproportionnellement touchés par l'histoire de colonisation et de dépossession. Alors que la sécurité alimentaire est généralement définie comme l'accès économique à la nourriture, y compris par l'achat (Agarwal, 2014), la souveraineté alimentaire a

pour tradition de chercher à élargir la question en examinant de manière critique le système alimentaire dans son ensemble.

Certaines organisations, comme l'organisation transnationale La Via Campesina, ont grandement influencé la manière dont les universitaires et les praticiens abordent les concepts de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire. Dans leur déclaration pour célébrer les 25 ans de l'organisation, ils ont loué l'introduction de la souveraineté alimentaire comme un droit collectif. Ils la définissent comme "le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles" (La Via Campesina, 2021 : 1). Ils ajoutent que "la souveraineté alimentaire place les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, plutôt qu'aux exigences des marchés et des entreprises". Selon eux, la souveraineté alimentaire est née pour contester l'idée limitée de la sécurité alimentaire, qui voit les personnes touchées par la faim comme des clients passifs plutôt que comme des producteurs potentiels dont l'action peut être partiellement libérée (ibid.). Pour les partisans de la souveraineté alimentaire, cette liberté d'action est essentielle. La priorité donnée aux acteurs produisant des aliments pour leur propre subsistance, par rapport à ceux qui les commercialisent pour le profit dans une économie de marché, est un point central où les discours sur la sécurité et la souveraineté alimentaires divergent. La sécurité alimentaire, née et ancrée dans les domaines technocratiques et néolibéraux du développement, cherche à augmenter la production selon l'offre et la demande, tandis que la souveraineté alimentaire vise à transformer le système alimentaire actuel (Jarosz, 2014 : 170). Jarosz (2014) conclut que la sécurité alimentaire augmente la production en fonction de l'offre et de la demande, alors que la souveraineté alimentaire cherche à transformer le système alimentaire. Il est crucial de ne pas confondre souveraineté et autonomie dans ce contexte. La souveraineté alimentaire implique que les politiques agricoles et commerciales doivent être subordonnées aux besoins de la population en matière de production et de consommation (Laroche Dupaz, 2023 : 3). De plus, l'autosuffisance alimentaire serait

complexe et souvent difficile à réaliser dans presque tous les pays, nécessitant des changements significatifs dans les habitudes de consommation pour s'aligner sur les capacités de production locales (ibid. : 6). Néanmoins, la souveraineté alimentaire met en avant la nécessité pour les pays de se concentrer d'abord sur leurs capacités de production nationales et sur les besoins et souhaits de leur population en matière d'approvisionnement alimentaire et de nutrition, avant de se tourner vers l'extérieur.

La notion de sécurité alimentaire a émergé lors de la crise mondiale des prix alimentaires de 1974 et s'est développée dans le cadre des politiques de mondialisation néolibérales (Jarosz, 2014). Elle s'est progressivement intégrée aux idées dominantes de croissance économique et de productivité, et s'est historiquement associée aux réserves alimentaires régionales et nationales, aux canaux d'aide alimentaire Nord-Sud et à la mise en place de systèmes d'alerte précoce en cas de catastrophes imminentes telles que les famines. Ce point en particulier met en lumière l'accent mis par les initiatives de sécurité alimentaire sur la préparation aux crises plutôt que sur la prévention par des changements systémiques. Les organisations internationales, allant de la Banque mondiale à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont devenues les principaux défenseurs et exécutants de cette conception de la sécurité alimentaire. En 1986, la Banque mondiale a explicitement redéfini la sécurité alimentaire dans son rapport influent "Poverty and Hunger" (1986 : 50), détachant la notion d'autosuffisance et la liant à la capacité des ménages à acheter suffisamment de nourriture. Par conséquent, l'insécurité alimentaire a également été redéfinie, les organisations internationales la définissant désormais comme un manque de pouvoir d'achat de l'individu (Jarosz, 2014 : 171) ou du ménage (Smith, Pointing & Maxwell, 1993). Jusqu'à aujourd'hui, cette définition demeure le cadre dominant pour des acteurs influents tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (FAO et al., 2022). Dans les années 1980, la Banque mondiale et d'autres institutions ont commencé à promouvoir activement l'augmentation de la production agricole (Brownhill, Kaara & Turner, 2015 : 106). Les aspects soulignés par ces acteurs, qui exercent une influence considérable dans le

secteur de l'agro-industrie et du commerce international, y compris les organisations de l'ONU, les agences telles que l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et les organisations de la société civile, ont été mis en avant. Ces acteurs, ainsi que des philanthropes capitalistes comme la Fondation Gates, insistent sur l'augmentation de la productivité agricole en réponse à la demande croissante, et sur l'accessibilité des aliments en fonction de la situation économique des individus et des ménages. En outre, il est crucial de ne pas négliger l'aspect géopolitique : la recherche de la sécurité alimentaire dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord a affaibli les structures régionales d'autosuffisance et la souveraineté nationale dans de nombreux pays du Sud, en particulier ceux anciennement colonisés (voir, par exemple, Redclift, 1987 ; Rau, 1991). La majorité des acteurs du régime de développement international promouvant la sécurité alimentaire n'ont pas reconnu ces interrelations et la manière dont les conditions d'ajustement structurel et les décisions de l'OMC, qui bloquent et manipulent les processus de bonne gouvernance au niveau national et local en privilégiant stratégiquement la libéralisation du marché et les investissements étrangers problématiques, ont continué à soutenir ces structures (Jarosz, 2014 : 172). Par conséquent, le discours actuel sur la sécurité alimentaire ne se prête pas de manière convaincante à un mouvement anticapitaliste et anti-impérialiste mondial qui défendrait le droit humain à l'alimentation, à l'agriculture et au contrôle du développement des systèmes alimentaires locaux et nationaux pour le bénéfice des populations.

Cependant, il est important de comprendre que les termes "sécurité alimentaire" et "souveraineté alimentaire" sont souvent utilisés de manière interchangeable dans de nombreux forums et débats internationaux. En même temps, ces concepts peuvent ne pas signifier grand-chose pour les agriculteurs urbains qui tentent de survivre. Par conséquent, ces théories servent principalement de lignes directrices pour comprendre les réalités vécues par les habitants qui cultivent et vendent des produits alimentaires dans les zones urbaines où la sécurité alimentaire est un problème urgent et où la question de la souveraineté alimentaire se manifeste de manière particulière.

3.3. Les enjeux de l'AUP dans les trois villes

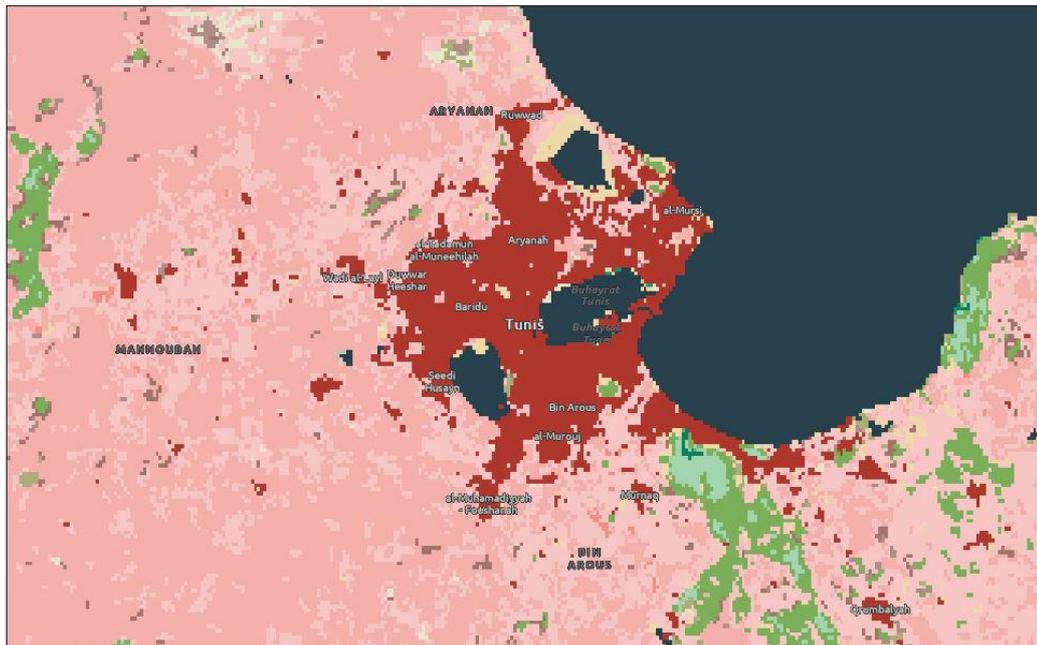
Ces dernières années, l'agriculture urbaine a suscité un intérêt croissant dans les villes européennes (Toumi & Vidal, 2011 : 2). Cet engouement se manifeste souvent par des projets axés sur le développement durable, tels que le verdissement des centres urbains ou les initiatives visant à améliorer la qualité de l'air. Parallèlement, l'agriculture urbaine est devenue un marqueur de statut social. En France, par exemple, les produits maraîchers vendus sur les marchés locaux et via les circuits courts sont plus chers que ceux des grandes surfaces. Sur la rive nord de la Méditerranée, on observe une volonté de recréer artificiellement des circuits de distribution locaux dans les villes (ibid.). Cet aspect est pertinent pour notre recherche, car malgré des conditions généralement favorables et une forte tradition agricole, un désintérêt croissant pour l'agriculture locale est observé (ibid. : 3). Ce désintérêt, partagé par une partie de la population et les décideurs en matière de planification urbaine, se conjugue avec une forte pression urbaine. Cette pression conduit à une augmentation de la population urbaine et à des besoins croissants. Par conséquent, on assiste à une marginalisation des agriculteurs urbains, tandis que leur travail devient de plus en plus essentiel en théorie. Dans les trois villes africaines étudiées dans ce mémoire, il est crucial de comprendre les années post-indépendance pour saisir pleinement cette évolution dans toute sa complexité.

Dans ce qui suit, nous utiliserons un total de six cartes pour mieux comprendre la façon dont les paysages urbains de Tunis, Dakar et Maputo ont changé au cours de la dernière décennie. Nous verrons ainsi comment le contexte dans lequel l'AUP se déroule dans les capitales a évolué à la fois géographiquement et géologiquement, façonnant les ressources et les défis des agriculteurs urbains. Afin d'assurer une lecture et une analyse efficaces des cartes, qui ont été créées à l'aide du logiciel SIG ArcGIS et de banques de données libres sur l'évolution de la couverture végétale et l'occupation des sols, nous expliquerons d'abord les colorations les plus importantes et la légende. **En rouge**, nous voyons le tissu urbain, c'est-à-dire les zones qui sont principalement utilisées pour des bâtiments résidentiels, institutionnels ou de bureaux ou tout autre type d'infrastructure urbaine. **Les zones roses** sont principalement

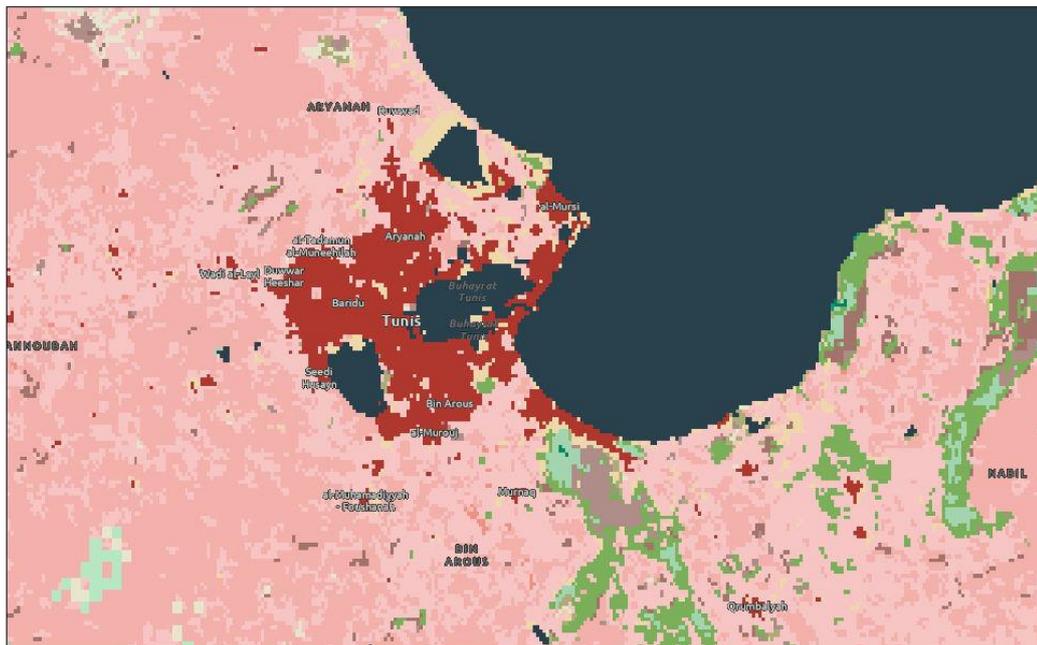
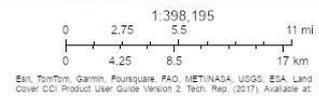
utilisées pour la production agricole, l'intensité de la production augmentant avec la profondeur de la nuance de rose. **Les zones vertes** sont des paysages vierges tels que des forêts, des marécages ou des marais. Il est important de noter que **les zones grises** ne sont pas nécessairement des plaines ou des garrigues, mais des zones pour lesquelles les données n'étaient pas disponibles à ce moment-là.

Nous verrons que, dans toutes les trois villes, le tissu urbain a considérablement empiété sur les zones agricoles urbaines et périurbaines. Cela démontre les besoins spatiaux de populations urbaines en croissance rapide ainsi que l'absence d'une gouvernance urbaine ciblée et suffisante pour sauvegarder et soutenir l'AUP, comme nous le montrerons dans l'analyse suivante des trois villes. Par ailleurs, les trois villes sont caractérisées par des géographies très différentes - alors que Tunis et Maputo sont intégrées dans une baie spacieuse, la ville de Dakar peut être décrite comme une péninsule. Les cartes serviront à mettre en évidence les différences géographiques et les similitudes en matière de développement urbain.

3.3.1 Tunis et ses environs



5/17/2024



5/17/2024

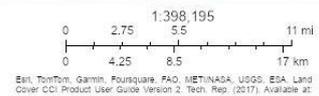


Figure 1 et 2 : Couverture végétale Grand Tunis, Tunisie, 2010 (en haut) et 2020 (en bas) ; Nuances de rose = terres à prédominance agricole ; Nuances de rouge = terres majoritairement urbanisées ; Nuances de vert = végétation vierge (forêts, marais, marécages, etc.), Source : ArcGIS

En commençant par Tunis, le phénomène de la production agricole périurbaine a ses racines dans les années 1970s et 1980s. Pendant cette époque-là, on observait un exode énorme d'environ 500.000 citoyens des régions rurales vers les villes. Les plans nationaux favorisaient l'extension du tissu industriel et de l'infrastructure touristique au détriment de l'activité agricole (Bouraoui & Houman, 2010 : 2). De plus, les gens qui avaient migré dans les zones urbaines n'avaient plus l'opportunité de rentrer chez eux comme le sol était à la fois propriété étatique et source financière des grandes entreprises (ibid.). Bien qu'il y eût des interventions par les pouvoirs publics en faveur du milieu rural périphérique, comme la promulgation d'une loi relative à la protection des terres agricoles au début des années 1980s (ibid.), ce développement menait aux quartiers pauvres énormes aux périphéries, comme à l'Ouest de Tunis. Dans le Grand Tunis, à la base, il y a deux types distincts de l'AUP : l'activité agricole sur 10 hectares et plus, c'est à dire des grandes exploitations pratiquant des systèmes de culture intensif et bien organisé dont la récolte est exclusivement destinée au marché-gare de Tunis ; et l'AUP sur des surfaces dépassant rarement les 3 hectares qui se consacre principalement à une manière d'agriculture traditionnelle, aux cultures maraîchères et fruitières (Bouraoui, 2003 : 46). En 2021, 13,92 pour cent de la main-d'œuvre tunisienne était employée dans l'agriculture, comparé à 34,19 pour cent dans l'industrie et 51,89 pour cent dans le secteur des services (Banque Mondiale, 2021). Malgré un manque de donnée sur les personnes active dans le secteur agricole dans la capitale, le quartier de La Soukra est connu comme la véritable ceinture verte de la ville (ibid. : 3), avec environ 100.000 habitants. Ces 'fellahs'² dans les zones urbaines et péri-urbaines de Tunis ont développé une multitude de modes de production en répondant à la pression qui exerce l'extension urbaine sur les terres agricoles (ibid. : 13). Comme un des endroits historiquement les plus importants pour l'AUP tunisienne, La Soukra est un lieu clé pour comprendre la production agricole à Tunis. Les agriculteurs de cette municipalité travaillent surtout à travers de la vente locale (Toumi & Vidal, 2011 : 3), principalement afin de soutenir une bonne diversification des productions. La Soukra compte à peu près 100.000 habitants et est connue comme la

² Fellahs est le terme utilisé en langue tunisienne pour décrire les agriculteurs péri-urbains.

véritable ceinture verte de la ville (Bouraoui & Houman, 2010 : 3). Jusqu'à la fin des années soixante, la plaine avait essentiellement une vocation agricole. La moyenne d'âge des agriculteurs est environ 56 ans et on constate un considérable vieillissement de la population agricole (ibid. : 5). Ceci mène notamment aux questions de la succession et de la durabilité de l'activité agricole dans la région. Selon des enquêtes, l'agriculture constitue l'unique source de revenus pour 55 pour cent des ménages de La Soukra pendant que 25 pour cent poursuivent un deuxième emploi extra-agricole comme enseignant ou chauffeur de taxi. Les agriculteurs sont à 60 pour cent propriétaires des terres qu'ils exploitent (Toumi & Vidal, 2011 : 6). Plus de 90 pour cent des agriculteurs urbains sont chefs de familles nombreuses (Bouraoui, 2003 : 48). Généralement, La Soukra est devenue de plus en plus des parcelles de maraîchages enclavées dans le tissu urbain du Grand Tunis (Toumi & Vidal, 2011 : 4). La récolte de cette région se vend très vite sur quelques marchés à Tunis, comme le marché Bir El Kassaa. Par contre, les intermédiaires qu'il nécessite afin de vendre ses produits aux marchés locaux coutent cher – parfois, leur taux s'élève à 12 pour cent du prix de la vente (ibid.). Beaucoup d'agriculteurs donc préfèrent vendre sur les marchés plus petits, mais plus lucratifs, comme ceux-ci de La Marsa ou d'El Kram, ou recourent à la manière informelle de la vente auprès des vendeurs du quartier ce qui a le désavantage d'irrégularité des paiements (ibid. : 5). Cependant, l'extension du Grand Tunis pose le problème fondamental de la concurrence entre diverses modes d'occupation du sol (Bouraoui, 2003 : 44). Cette extension mène à une réduction rapide du territoire de production agricole au profit de l'espace urbain. Ce processus, qui est parfois décrit comme "croissance pathologique" (Attia, 1972), est caractérisé par une croissance démographique, un exode rural, la centralisation de l'administration et des services publics, la concentration des activités économiques et industrielles ainsi que de la politique publique d'aménagement du territoire (Bouraoui, 2003 : 44). En ce qui concerne l'organisation spatiale de la ville, l'espace agricole est considéré comme un "trou noir", malgré sa valorisation en tant que moyen de verdissement urbain et source d'alimentation (ibid.). En termes économiques, environ 14 pour cent des personnes actives en Tunisie travaillent dans le secteur agricole,

tandis que 33 pour cent travaillent dans l'industrie et presque 53 pour cent dans le secteur des services (Banque Mondiale, 2022). La valeur ajoutée par l'agriculture était à 9,8 pour cent en 2022. Bien que l'UE reste son principal partenaire commercial pour l'exportation de produits agricoles tels que l'huile d'olive et les dattes, la Tunisie ne bénéficie pas des avantages liés aux quotas en raison de son statut de pays à revenu moyen inférieur (GIZ, 2019). Le commerce agricole avec les pays voisins de la région est quant à lui presque entièrement absent et exemplaire du faible taux d'intégration économique régionale de l'Afrique du Nord (ibid.).

3.3.2. Le cas de Maputo

Nous sautons à la côte sud-ouest du continent, où la région de Maputo présente la particularité de posséder deux baies qui n'ont été reliées que récemment par un immense pont suspendu. Les cartes ci-dessous montrent que la zone sud de KaTembe est devenue beaucoup moins urbanisée au cours de la dernière décennie, alors que les régions nord ont connu une expansion considérable des zones résidentielles et l'éviction de l'espace agricole. Toutefois, dans certaines zones proches des quartiers de Magoanine et de Costa do Sol au nord de la capitale, les agriculteurs urbains font preuve d'une grande ténacité, que ce soit dans leur cour ou sur des parcelles partagées.

Nous constatons ici un mélange similaire d'appréciation pour les services fournis par les agriculteurs urbains et péri-urbains, ainsi qu'un écart significatif concernant les politiques locales et les mesures de protection de ces espaces et des personnes qui en dépendent. Depuis l'époque coloniale, le système agricole du Mozambique repose principalement sur l'agriculture familiale (Paganini & Lemke, 2020). Après l'indépendance, le gouvernement socialiste a encouragé les petits agriculteurs à se regrouper en coopératives.

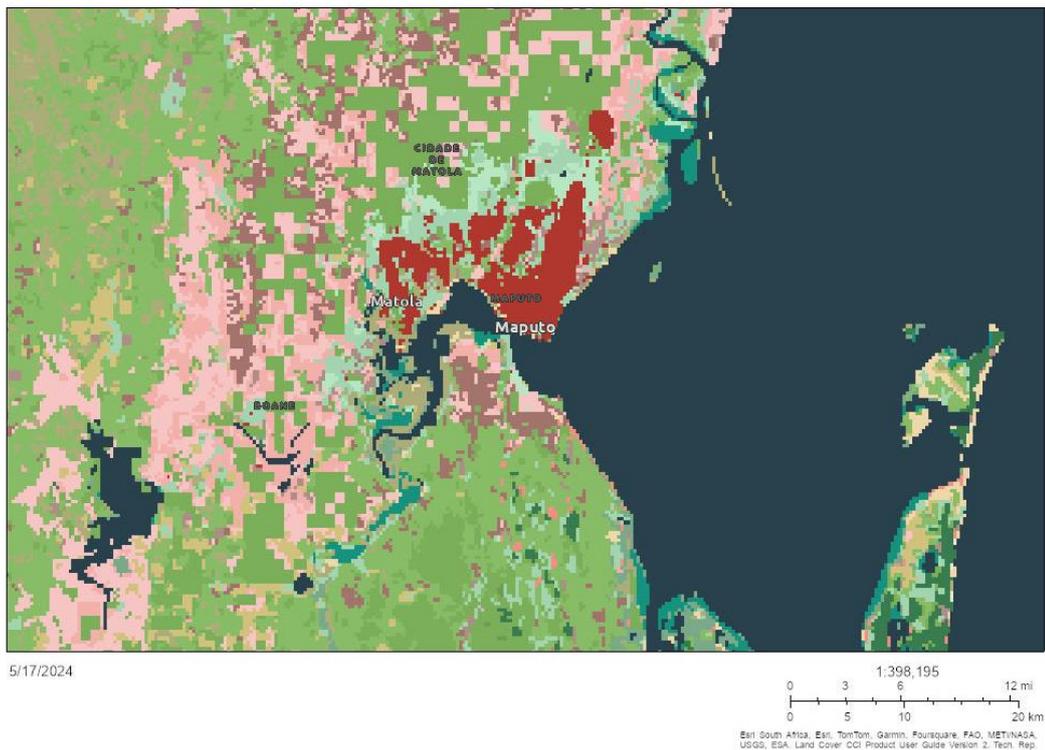
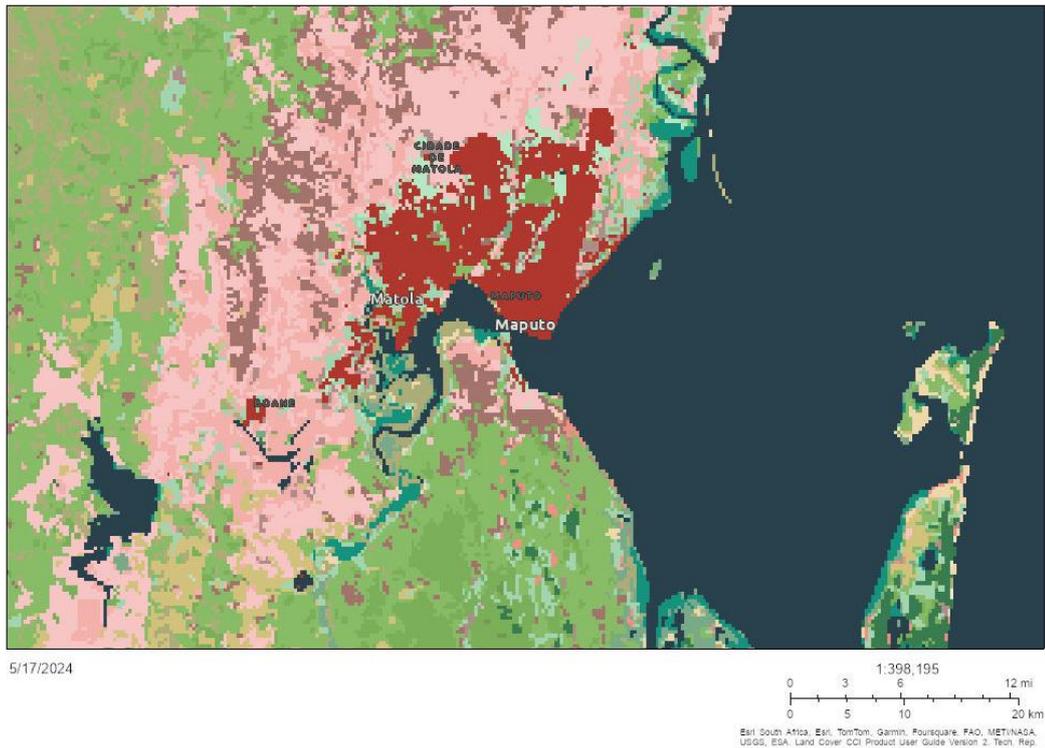


Figure 3 et 4 : Couverture végétale Maputo, Mozambique, 2010 (en haut) et 2020 (en bas) ; Nuances de rose = terres à prédominance agricole ; Nuances de rouge = terres majoritairement urbanisées ; Nuances de vert = végétation vierge (forêts, marais, marécages, etc.), Source : ArcGIS

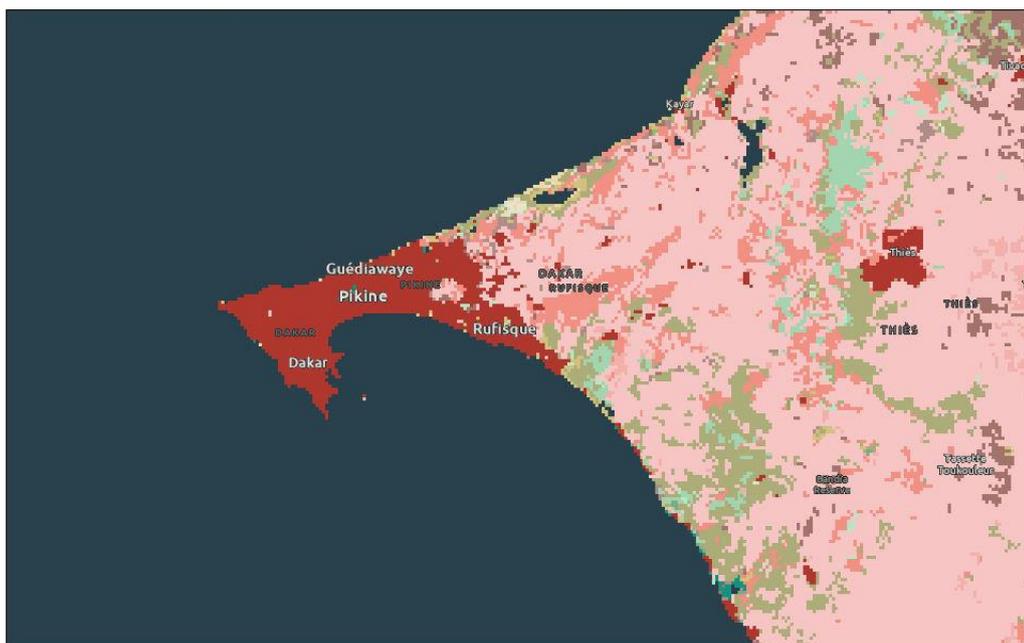
Cependant, avec la marginalisation croissante des paysans, cette stratégie coopérative n'a pas réussi à améliorer les moyens de subsistance mais a conduit à une forte

dépendance nationale aux programmes d'aide internationale, notamment ceux de la FAO. La situation est similaire dans la capitale du pays. À Maputo, l'agriculture urbaine a émergé des traditions agricoles de la ceinture verte périurbaine de la ville (Paganini & Lemke, 2020 : 1000). Les agriculteurs impliqués dans l'agriculture urbaine dépendent largement des prix fixés par des intermédiaires, souvent membres d'associations agricoles bénéficiant d'un statut et de privilèges plus élevés. Le système agricole urbain de Maputo est caractérisé par des inégalités structurelles flagrantes et une dynamique de pouvoir très inégale. Confronté à plusieurs défis convergents comme les crises économiques récurrentes, les sécheresses et les cyclones au cours des dernières décennies, le Mozambique a dû travailler à devenir plus autonome. Le gouvernement a commencé à encourager la création d'associations pour l'agriculture urbaine en réponse à l'insécurité alimentaire croissante en milieu urbain. Aujourd'hui, environ 10 000 agriculteurs - représentant moins de 1 pour cent de la main-d'œuvre agricole totale du pays - sont organisés en 26 associations pour l'agriculture périurbaine sous l'égide de l'Union nationale des paysans (União Nacional de Camponeses, UNAC). Ces agriculteurs visent à améliorer la situation dans la capitale en "fournissant de la nourriture aux pauvres des villes" (Paganini & Lemke, 2020 : 1009). Les activités agricoles sont principalement menées par des femmes, et il existe un flux important de migration des Mozambicains des zones rurales vers les zones périurbaines de Maputo, les *zonas verdes*. Cette zone de la ville abrite également la plupart des terres cultivables disponibles pour la production alimentaire (Engel, Fiege & Kühn, 2019 : 48). En dehors des zones vertes, les habitants pratiquent principalement l'agriculture dans les arrière-cours et sur des terrains publics en friche. Le cadre politique destiné à réguler l'agriculture urbaine à Maputo reste flou, et les institutions responsables, tant au niveau municipal que national, ne sont pas clairement définies (Engel, Fiege & Kühn, 2019 : 40). Le gouvernement fédéral du Mozambique est chargé d'établir le cadre politique pour l'agriculture urbaine. Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire (Ministério da Agricultura e Segurança Alimentar, MASA), avec le soutien du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Secretariado Técnico de Segurança Alimentar e Nutricional,

SETSAN), se concentre principalement sur la promotion de la production agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire. En parallèle, le ministère de la Terre, de l'Environnement et du Développement rural (Ministério da Terra, Ambiente e Desenvolvimento Rural, MITADER) ainsi que le ministère de l'Industrie et du Commerce (Ministério da Indústria e Comércio, MIC) ont établi le cadre régissant l'utilisation des terres dans le pays et soutiennent financièrement les agriculteurs. Il est à noter que les agriculteurs de Maputo ne sont souvent pas éligibles aux fonds destinés à soutenir les agriculteurs mozambicains, comme le programme SUSTENTA (BM, 2019), soutenu par la Banque mondiale, qui aide les agriculteurs ruraux en période de crise et d'urgence. Au niveau local, des institutions appelées casas agrárias sont responsables de la mise en œuvre des politiques agricoles et de la gestion de la production animale et végétale (ibid. : 42). Dans l'ensemble, le Mozambique présente un secteur agricole avec une productivité extrêmement faible : bien que 70 pour cent de la population active soit employée dans l'agriculture en 2022, ce secteur ne contribuait même pas à 27 pour cent du PIB (Banque Mondiale, 2022).

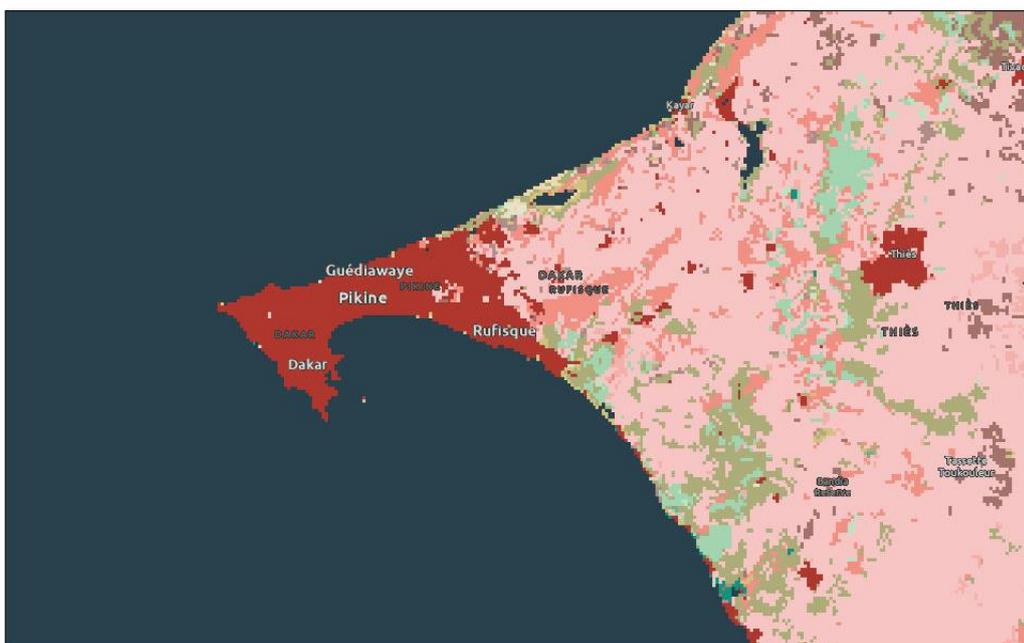
3.3.3. Dakar et sa forte urbanisation

Alors que le Sénégal crée une part similaire de sa valeur économique dans le secteur agricole, la ville de Dakar raconte une histoire différente en ce qui concerne la main-d'œuvre agricole. En raison de sa situation géographique, la ville de Dakar elle-même a déjà été un espace fortement urbanisé avec seulement quelques enclaves agricoles en 2010. On constate plutôt que le tissu urbain commence à s'étendre dans les zones périurbaines des Niayes à l'est de la ville.



5/17/2024

1:398,195
 0 3.25 6.5 13 mi
 0 5 10 20 km
 Esri, TomTom, Garmin, Foursquare, PAO, METI/NASA, USGS, EDA, Land
 Cover CCI Product User Guide Version 2, Tech. Rep. (2017), Available at:



5/17/2024

1:398,195
 0 3.25 6.5 13 mi
 0 5 10 20 km
 Esri, TomTom, Garmin, Foursquare, PAO, METI/NASA, USGS, EDA, Land
 Cover CCI Product User Guide Version 2, Tech. Rep. (2017), Available at:

Figures 5 et 6 : Couverture végétale Dakar, Sénégal, 2010 (en haut) et 2019 (en bas) ; Nuances de rose = terres à prédominance agricole ; Nuances de rouge = terres majoritairement urbanisées ; Nuances de vert = végétation vierge (forêts, marais, marécages, etc.), Source : ArcGIS

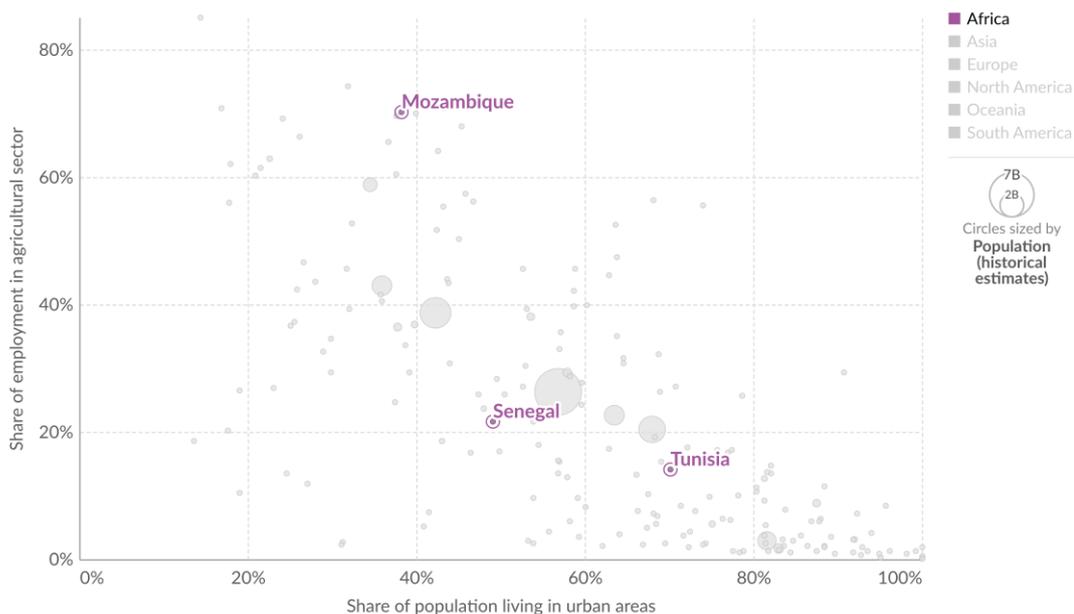
Dakar bénéficie de cette localisation dans la zone des Niayes, une région favorable à l'agriculture entre la capitale et la ville de Saint-Louis (Ba & Moustier, 2010 : 916). C'est là-bas où il se réalise une considérable partie des productions agricoles de la Communauté Urbaine de Dakar (Ba Diao, 2004 ; Mbaye & Moustier, 2000). Plus de 80 pour cent des cultures maraîchères du pays entier sont produites dans les Niayes (Cisse et al., 2003 : 181). Généralement, l'agriculture - et particulièrement le maraîchage - est ancrée dans l'écosystème urbain et péri-urbain comme pratique ancienne (Ba & Cantoreggi, 2018 : 195). Contrairement à l'horticulture maraîchère avec pour objectif l'autoconsommation, comme à Ouagadougou ou Brazzaville, celle de Dakar sort de ce stéréotype et constitue une activité essentiellement commerciale (ibid. : 196). En revanche, la part des produits alimentaires importés au Sénégal est d'environ 54 pour cent (Wade & Lançon, 2015). Quand même, les zones agricoles urbaines comme les Niayes, la zone de Malika à environ vingt kilomètre du centre-ville de Dakar, et la zone de Lendeng dans la commune de Rufisque contribue de manière significative aux marchés locaux (Ba et al. 2016). Pendant que L'AUP à Dakar est une activité presque exclusivement masculine (Ba & Cantoreggi, 2018 : 198), les femmes restent spécialisées dans la commercialisation des récoltes (Niang, 2014). Comme à Tunis et Dakar, le maraîchage ne mobilise que très peu de jeunes, principalement à cause de la précarité de cette activité résultant de la marginalisation par les pouvoirs publics - principalement en raison de l'absence d'une gouvernance efficace, d'une rémunération adéquate et d'une validation de leur travail (Kêdowidé et al., 2010). Comme le maraîchage à Dakar est une activité principalement menée par des seniors expérimentés (Ba et al., 2016), il y a un manque réel de renouvellement des acteurs dans la filière. Cependant, le besoin de subsistance est le motif principal des agriculteurs dakarois (Ba & Cantoreggi, 2018 : 199). Comme l'accès à la terre des agriculteurs urbains est un sujet ambiguë – plus que la moitié d'entre eux se considèrent comme propriétaires de leur exploitation, mais moins de 20 pour cent disposent d'actes de propriétés -, l'horticulture maraîchère à Dakar est dominée par des spéculations à cycle relativement court (ibid. : 201). Les principales contraintes pour une plus grande variété de cultures au cycles plus longs sont l'insécurité foncière,

le manque d'eau pour l'irrigation, la salinisation des eaux et des sols, le manque d'accès au crédit et les contraintes climatiques (ibid. : 202). Malgré ces obstacles, presque la moitié des agriculteurs enquêtés voient leur espace agricole comme une zone de recyclage et un espace vert pour la ville, et reconnaît sa fonction éducative. Le caractère commercial du maraîchage dakarais fait que l'AUP dans ce cas-là aide à faire face à l'ensemble des dépenses des ménages comme l'alimentation, le logement, l'éducation et la santé (ibid.). Parmi la population active totale du Sénégal, 21,5 pour cent travaillait dans l'agriculture en 2022 (BM). La productivité du secteur est beaucoup plus élevée qu'au Mozambique et similaire à celle de la Tunisie : le secteur contribuait environ 15,5 pour cent au PIB dans la même année. Bien que les exportations agricoles restent beaucoup moins élevées que celles de la Tunisie, le Sénégal aussi est en train de diversifier sa stratégie avec des produits comme le riz, les fruits, noix et produits horticoles vers l'Union Européenne (UE) (Vérez, 2019).

La figure ci-dessous montre que, malgré leurs similitudes, le taux d'urbanisation et le pourcentage de l'activité agricole globale ont des rapports assez particuliers au Mozambique, en Tunisie et au Sénégal. Il est évident qu'un taux d'urbanisation plus élevé tend à entraîner un pourcentage plus faible de personnes actives dans l'agriculture, ce qui indique qu'une migration vers les centres urbains ne signifie pas que la plupart des personnes continuent à y pratiquer l'agriculture, mais qu'elles trouvent un emploi dans d'autres secteurs. Néanmoins, dans l'ensemble, la compétition de ressources dans les villes africaines – en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne – a intensifié au cours des dernières décennies (Crush, Hovorka & Tevera, 2011 ; McCordic & Shilomboleni, 2014). Par exemple, la privatisation des sources d'eau, la pression exercée sur les terres agricoles par les préoccupations en matière de logement et les difficultés autour de l'accès aux terres urbains présentent un danger réel pour l'AUP.

Employment in agriculture vs. urban population, 2022

Share of total employment from the agricultural sector, versus the share of population living in urban areas



Data source: World Bank (2024); Multiple sources compiled by World Bank (2024)

OurWorldInData.org/urbanization | CC BY

Figure 7 : Emploi dans l'agriculture par rapport à la population urbaine, 2022, Our World in Data avec des données de la Banque Mondiale, 2024

On peut résumer les pressions socio-économique comme proposé par Bouraoui et Houman (2010 : 4) : Une multiplication des contraintes urbaines entravant le développement de l'activité agricole ; une marginalisation des espaces agricoles dans les stratégies de planification du territoire urbain local ; la rentabilité faible de l'agriculture traditionnelle ; le vieillissement de la population des agriculteurs urbains et péri-urbains ; la démotivation des jeunes envers la pratique de l'activité agricole ; et l'absence de stratégie de reconversion dans le domaine agricole ou même une re-migration d'une partie des populations urbaines vers la campagne. La moitié des fermiers de Tunis ne croient pas à l'avenir de leur activité agricole (Toumi & Vidal, 2011 : 4) et une méfiance similaire s'est manifesté parmi les fermiers à Dakar et Maputo.

Cependant, dans toutes les trois capitales en question dans ce mémoire, nous pouvons constater un intérêt croissant vers la campagne et les espaces verts, soit comme manière de s'enfuir de la ville, pour la détente ou bien comme opportunité

d'augmenter sa souveraineté (Urbaconsult-Uram-Brammah, 1996 : 85). Il n'est pas un secret que l'agriculture périurbaine joue un rôle pour le maintien des espaces ouverts dans les régions urbaines (Toumi & Vidal, 2011 : 7). Surtout pour les quartiers défavorisés comme La Soukra à Tunis, les zones agricoles urbaines et péri-urbaines peuvent devenir des espaces de respirations (ibid. : 9). Le "rif"³ fait rêver 23 pour cent des Tunisois (Bouraoui, 2003 : 50). La zone des Niayes était déclarée le poumon vert de Dakar et un endroit d'utilité publique par l'État sénégalais (UICN, 1998). L'AUP à Maputo sert à mitiger des risques de sécurité. Mais afin de réaliser une vraie symbiose entre le tissu urbain et le monde rural, il faut encourager les populations métropolitaines de devenir des acteurs de la défense et de la promotion de l'AUP (Bouraoui, Donadieu & Fleury, 2001). Surtout que ça fait longtemps que, par suite de l'accroissement urbain, une production agricole autoconsommée et commercialisée s'est développée à l'intérieur des villes et à leur proche périphérie (UNDP, 1996). Dans le suivant, nous allons discuter son rôle par rapport à la sécurité et souveraineté alimentaire dans les trois villes de Dakar, Maputo et Tunis en s'appuyant sur les données de recherche qualitative et quantitative.

³ Le mot 'rif' vient de la langue arabe et signifie le monde rural ou les terres cultivables, surtout dans les pays du nord d'Afrique.

4. Méthodologie de recherche

Avant de nous plonger dans l'analyse qualitative, qui reliera les résultats des entretiens et de l'observation participante menés dans les trois villes aux sections précédentes sur les contextes de recherche, nous décrirons brièvement la méthodologie appliquée. Ce travail est principalement réalisé en utilisant des méthodes qualitatives, mais s'appuie quand même sur des outils méthodologiques et recherches multiples. Tandis que la majorité des données analysées sont issues d'entretiens qualitatifs et d'observations participantes, il est nécessaire de prendre en compte certaines données quantitatives sur le développement économique et le secteur agricole en particulier, l'emploi, la dépendance aux flux de l'aide au développement, les institutions financières internationales et les conditions climatiques. C'est pourquoi le mémoire présentera finalement une analyse mixte qui permettra de contextualiser les données qualitatives dans les trois villes et pays en question. De plus, vu la signification du contexte géographique, nous avons utilisé certains programmes des logiciels SIG afin de mieux comprendre l'environnement et la géologie des trois zones urbaines à travers des cartes. Certaines seront incluses dans l'analyse pour illustrer les résultats.

La recherche qualitative englobe largement la recherche qui se concentre sur l'expérience humaine et cherche à comprendre le monde social (voir Mason, 2002 ; Bailey, 2007). Elle implique généralement la collecte de données dans des environnements quotidiens tels que des villages, des bureaux ou des espaces publics comme les écoles et les centres de santé (Scheyvens, 2016 : 59). Les études menées dans des contextes naturalistes permettent de mieux comprendre les complexités de la vie sociale et comment elle se constitue autour de l'alimentation et production agricole d'après les conditions économiques.

En ce qui concerne les résultats de recherche de Maputo, les données consistent en neuf entretiens en profondeur. Pour la recherche à Tunis et à Dakar, la démarche comprend trois entretiens par ville afin de comparer les récits des paysans dans ces trois régions différentes du continent africain. L'analyse discursive et thématique se déroule avec l'aide de NVivo, un logiciel pour l'analyse qualitative des entrevues qui

offre diverses options pour coder les conversations en identifiant des motifs et des éléments répétitifs. Dans les trois endroits, la recherche est soutenue par des notes détaillées concernant l'observation participante qui est réalisée en visitant des endroits agricoles. À Tunis, ces visites se déroulaient à Lac 2 et à La Soukra, à Maputo dans les quartiers de Costa do Sol, Maguanine, Infulene et KaTembe, et à Dakar dans les zones de Yoff, H.L.M. 6, et sur l'île de Ngor. Cette pratique nous permet de porter attention aux comportements des gens et aux dynamiques entre eux dans les endroits agricoles, y compris l'interaction informelle avec les paysans et entrepreneurs (Raghuram & Madge, 2006 : 283). De plus, cette manière active d'observer l'environnement des activités agricoles encourage à percevoir les interactions entre les humains, la nature et ses écosystèmes et les ressources naturelles qui sont essentiels pour la production alimentaire (Simpson, 2014).

Le travail qualitatif permet de mettre l'accent sur l'expérience humaine afin de mieux comprendre les enjeux sociaux (Mason, 2002 ; Bailey, 2007). Explorer des endroits 'naturels' comme des espaces publics ou des zones agricoles aide à mieux comprendre les manières dont les gens gèrent et négocient leurs conditions quotidiennes. Cette approche était nécessaire pour saisir la signification de l'AUP pour les agriculteurs urbains, leurs relations avec les autres personnes de leur secteur et leur réflexion sur leur position au sein de leur communauté et de la société dans son ensemble.

5. Analyse qualitative

Après avoir analysé les contextes géographiques, politiques et économiques distincts dans lesquels nous avons examiné les chiffres clés de l'AUP à Dakar, Maputo et Tunis, la section suivante se concentrera sur la mise en relation de ces résultats avec les données qualitatives collectées au cours d'entretiens et d'observations participantes sur des sites agricoles dans ces trois endroits. La section suivante illustrera la situation des agriculteurs urbains en examinant des narratives, thèmes et chiffres clés, concernant entre autres : le rôle de l'AUP dans la vie des agriculteurs et leurs ménages, les formes principales d'agriculture, la reconnaissance et le respect perçus pour leur création de valeur et les défis pour les différents acteurs impliqués dans l'AUP. Ensuite, nous allons intégrer les points les plus importants de cette analyse avec les stratégies politiques actuelles en discutant l'importance de l'AUP pour les marchés urbains et la sécurité alimentaire des populations urbaines, ainsi que le futur du secteur. On finira par une discussion brève des perspectives pour les activités agricoles dans les zones urbaines vu les développements de démographie, du climat et de l'économie anticipés.

5.1. L'autosuffisance

Le fait de pouvoir pratiquer l'agriculture ou le jardinage a souvent été cité comme étant à la fois une nécessité et un privilège par des personnes interrogées dans les trois capitales. La première était principalement invoquée lorsqu'il était question de l'agriculture urbaine comme moyen d'autosuffisance ou de subsistance de la famille, tandis que la seconde était mentionnée à plusieurs reprises des agriculteurs à Maputo lorsqu'il était question des moyens de "mettre la théorie en pratique" (entretien M3, 16.05.2023). Un agriculteur de Tunis a décrit comme une "expérience enrichissante" le fait de changer de secteur professionnel pour pratiquer l'agriculture (entretien T1, 23.02.2024). Il racontait que, avant de découvrir le monde de l'AUP, il travaillait dans l'extraction du pétrole. Après d'avoir commencé à aider dans une exploitation agricole à la périphérie de Tunis, il récit d'avoir eu des "sentiments extraordinaire" en regardant le processus de la graine à la plante, disant que c'était "comme avec un bébé" et que ça éveillait des sentiments de responsabilité qu'il n'avait jamais ressentis auparavant. Ces sentiments d'appartenance sont forts parmi les agriculteurs urbains à

Dakar, Maputo et Tunis. En parlant au responsable d'un micro-jardin à Yoff, un quartier au nord de Dakar, il confirme qu'il y a un véritable attachement de l'équipe de jardinage – principalement des groupes de femmes plus âgées - et des gens du quartier qui dépendent aux produits que le jardin fournit (entretien D1, 27.03.2024). Le fait de cultiver ensemble, de s'entraider et d'apprendre les uns des autres a semblé instiller de la fierté et un sentiment de force efficace - rappelant l'expérience responsabilisante d'un "producteur actif" (Braga Bizarria, Palomino-Schalscha & Stupples, 2022 : 5). Bien que ce soit un travail difficile et que ça prend beaucoup de temps de s'occuper d'une parcelle de terrain, venir vérifier les récoltes pratiquement tous les jours, les gens déclaraient qu'ils trouvaient ce travail stimulant et, dans beaucoup de cas, extrêmement instructif (entretien M5, 15.05.2023).



Figure 8 : Micro-jardin à Dakar, Yoff, 27.03.2024

Ce sentiment d'attachement à leur travail semble découler en partie du fait qu'il leur permet d'être plus autonomes et de prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille, indépendamment du contexte économique général. Pour certains, l'AUP semble être

une manière de maintenir les relations entre le présent urbain et le passé rural (Bouraoui & Houman, 2010 : 13). Beaucoup d'agriculteurs de La Soukra, dans la périphérie de Tunis, sont des gens qui ont été expropriés au cours de l'exode dans les années 1980s (entretien T2, 12.03.2024). Un autre exemple qui illustre cette dimension était un interviewé à Maputo qui avait perdu son emploi de mécanicien dans le centre-ville il y a vingt ans. Suite à ce brusque revirement, il s'était installé dans le quartier de Magoanine au nord de la capitale pour faire vivre sa famille grâce à l'agriculture et au jardinage, s'échappant au quotidien de la vie urbaine qui, le plus souvent, ne permet pas de cultiver sa propre nourriture (entretien M15, 23.05.2023). Certaines femmes chargées de responsabilités des micro-jardins à Dakar Yoff et H.L.M. 6 ont confirmé que le jardinage était leur seul espoir après avoir perdu leurs maris. Cette activité leur a permis de se remettre au travail tout en prenant soin d'eux-mêmes (entretien D2, 05.04.2024). D'autant plus que l'AUP à Dakar est une activité essentiellement masculine (Ba & Cantoreggi, 2018 : 198), ces micro-jardins gérés par un groupe de femmes retraitées peuvent être considérés comme une activité d'autonomisation. Ces productions agricoles autoconsommées, qui ne nourrissent pas que les agriculteurs, mais souvent des quartiers entiers en encourageant une vie de communauté active, s'est développée surtout en réponse à l'accroissement urbain (Ba & Moustier, 2010 : 915).

Les interviewées ont souligné à plusieurs reprises l'immense avantage qu'il y a à produire sa propre nourriture. Ils ont souligné qu'eux-mêmes, leur famille et les personnes avec lesquelles ils travaillaient avaient constamment accès à des produits frais de haute qualité et qu'ils étaient ainsi en mesure de subvenir à leurs besoins même pendant les périodes difficiles, telles que les fermetures de COVID-19. Un agriculteur à Maputo nous a confié qu'au plus fort de la pandémie, l'accessibilité de certains produits s'était améliorée grâce à l'AUP : "Pendant qu'il était en fait plus difficile d'acheter certains produits, il était moins cher d'acheter, par exemple, des tomates, parce que beaucoup de gens les produisaient chez eux." (entretien M4, 15.05.2023)



Figure 9 : Micro-jardin à Dakar, H.L.M. 6, 05.04.2024

À Tunis, un interviewée a été inspiré par la crise de commencer son propre projet de jardinage urbain afin de pouvoir cultiver sa propre nourriture (entretien T1, 23.02.2024). Et à Dakar, une des raisons les plus importantes pour maintenir les projets d'agriculture urbaine était que les gens ne pourraient pas se passer de produits frais à un prix abordable (entretien D2, 05.04.2024). Il faut toutefois souligner que le prix des aliments de base tels que le riz et le blé ont quand même fortement augmenté pendant cette période, rendant les produits principalement importés inaccessibles à de nombreuses personnes - ce qui illustre la dépendance omniprésente à l'égard des prix du marché mondial (Beste & Pfeiffer, 2016). Les prix aux marchés locaux dans les trois villes analysé – et en contraste aux villes de l'Europe - restent beaucoup moins élevés que dans les grandes distributions (Toumi & Vidal, 2011 : 3). Nous retrouvons ici la notion récurrente d'accessibilité à la nourriture, qui est inhérente à la fois à la sécurité et à la souveraineté alimentaires - pour la première, dérivée du pouvoir d'achat et pour la seconde, dérivée de l'autoproduction locale (Jarosz, 2014 : 171).

Cependant, il est impératif de ne pas romantiser l'autosuffisance. Au cours des entrevues, il est également apparu clairement qu'il y a beaucoup de difficultés liées au

manque d'accès à des ressources cruciales, qui appartiennent souvent à l'état, mais qui ne sont pas bien entretenues et qui ont grand besoin d'investissements. Celles-ci sont notamment le terrain, l'eau, les graines, le fertilisant, les pesticides, les impacts de la crise climatique et la protection contre le pillage. En effet, la plupart des agriculteurs urbains ont déclaré que, s'ils étaient en mesure de se nourrir et de prendre soin d'eux-mêmes, ils étaient également livrés à eux-mêmes dans l'environnement de la ville. Cette réalité était la plus pertinente à Maputo, où les agriculteurs du quartier Costa do Sol étaient sous l'impression que des projets de construction se rapprochaient littéralement du site agricole (entretien M9, 18.05.2023). L'indépendance semble se payer au prix d'un combat quotidien. Cela se manifeste aussi dans les stratégies politiques des trois villes : à La Soukra, les gens résistent activement la disparation comme "ils ont conscience de ne pas avoir d'autres compétences" (Toumi & Vidal, 2011 : 6). Même quand il y a des plans d'urbanisme - qui émergent timidement à Tunis, Dakar et Maputo⁴ – censés de sauvegarder et protéger les zones de l'AUP et régler l'utilisation des sols, la réalité est souvent une concurrence continue sur les terres et ressources. Souvent, les horticulteurs se trouvent confrontés au déguerpissement (Ba & Moustier, 2010 : 929).

Ainsi, l'aménagement de l'espace rural périurbain demeure influencé par les politiques urbaines visant à maintenir les liens entre les centres urbains et les zones rurales environnantes (Bouraoui, 2003 : 52). Cette interdépendance est essentielle pour assurer la pérennité des agriculteurs urbains et périurbains à l'avenir. Cette approche s'inscrit dans une stratégie de souveraineté alimentaire qui favorise des relations étroites entre producteurs et consommateurs urbains, en répondant aux besoins d'accès à une alimentation fraîche, locale et abordable pour la population.

⁴ Par exemple, à Dakar, il y a le Plan de Développement et de Sauvegardes (PDAS) qui a été élaboré en 2004 afin de protéger les zones d'agriculture urbaine en six axes d'aménagement et d'orientation (Ba & Moustier, 2010 : 930). À Tunis, ces plans sont plus anciens comme le Plan Vert du District de Tunis (PVDT) de 1977, et les initiatives plus récentes sont implémentés par des acteurs internationaux comme UN-Habitat. À Maputo, L'Union générale des coopératives agricoles et d'élevage (UGC) encourage les politiques les plus récentes de protection des terres agricoles urbaines et périurbaines (UCLG Committee, 2010).



Figure 10 : Parcelle d'AUP à Costa do Sol, Maputo, 18.05.2023

5.2. La qualité de vie

Afin de mieux démontrer et communiquer cette interdépendance et ses avantages réciproques au public urbain et aux personnes en charge, il faut un échange vif entre différents groupes de la population urbaine. En effet, la valeur ajoutée de l'AUP n'est pas du tout un secret bien gardé et surtout pas un nouveau sujet pour les municipalités. Comme démontré auparavant dans la revue de littérature, l'AUP est utilisée de manière stratégique par les planificateurs nationaux et internationaux afin d'atténuer les problèmes liés à l'accroissement des populations urbaines. Et cela a du sens : Ce n'est pas que la contribution sur le niveau alimentaire. Il s'agit aussi des bénéfices dans le paysage urbain qui ont prouvé d'améliorer la qualité perçue de la vie quotidienne et de contribuer à atténuer les risques climatiques. Par exemple, l'urbanisme contemporain voit l'agriculture urbaine comme une manière de rendre plus habitables les grandes métropoles (Bouraoui, 2003 : 52). Le désir de vivre à la

campagne touche quand même toutes les classes, âges et catégories socio-professionnelles à Tunis (ibid. : 51). Alors, nous pouvons constater que l'AUP peut devenir un outil pour mitiger cette aspiration des populations urbaines nécessités dans les centres de la production industrielle et du marché des services. Parfois, nous observons même des scénarios dans lesquelles l'AUP est instrumentalisé afin de rendre des parties de villes plus gérables - à Maputo, une entreprise avait donné du terrain aux agriculteurs pour qu'ils nettoient et travaillent utilement la terre, en reverdissant la région, mais avec la crainte constante d'être expulsés (entretien M8, 18.05.2023). Cela rappelle ce que Jarosz (2014 : 177) a décrit comme l'épée à double tranchant de l'agriculture urbaine, qui peut fonctionner à la fois comme une pratique libératrice et comme une tactique pour sauvegarder le contrôle politique et maintenir les relations de pouvoir intactes. L'entreprise semble avoir trouvé un moyen d'instrumentaliser les agriculteurs pour parvenir à une gestion des terres plus réalisable sans dépenses financières. À Dakar, il est bien connu que la zone verte des Niayes joue un rôle positif contre les inondations (Diop, 2006) et le projet des micro-jardins autour de la ville était activement encouragé et au début même financé par la ville de Dakar (entretien D1, 27.03.2024). Des sondages montrent que presque la moitié des agriculteurs dakarois voient leur espace agricole comme une zone de recyclage des déchets urbains et comme espace vert pour la ville (Ba & Cantoreggi, 2018 : 202).

De plus, dans toutes les trois villes, les personnes engagées dans l'AUP ont souligné la fonction éducative de leur activité. À Maputo, les agriculteurs ont activement plaidé en faveur de la formation des écoliers aux principes de base de l'agriculture, leur permettant de se familiariser avec les conditions locales du terrain. L'établissement de relations solides entre le secteur agricole et les écoles stimule l'enseignement agricole et les échanges intergénérationnels (Kimmerer, 2013 : 115). Dans ce contexte, l'un des problèmes mentionnés à plusieurs reprises est le manque d'appréciation de l'agriculture biologique, qui permet d'obtenir des produits de meilleure qualité et de meilleure valeur nutritionnelle, mais de plus petite taille - des produits qui, en fait,

représentent bien davantage "le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables" (La Via Campesina, 2021 : 1). Les agriculteurs soulignaient que les consommateurs dans leurs villes avaient du mal à accepter le même prix pour les petits aliments issus de l'agriculture biologique que pour les produits importés des supermarchés qui sont pour la plupart issus de l'agriculture conventionnelle. Ils ont déclaré qu'à leurs yeux, il incombait au gouvernement d'initier un changement de mentalité chez les consommateurs pour soutenir l'agriculture locale et biologique, qui est également moins gourmande en ressources et donc, en fin de compte, moins chère. A l'avis des agriculteurs, cette sensibilisation à ce que ça veut dire la qualité alimentaire, devrait commencer à un jeune âge. En passant une journée dans un micro-jardin dakarais à H.L.M. 6, j'ai vu les élèves de l'école à côté venant pendant leur pause de midi pour aider avec la récolte. Ils avaient l'air de savoir exactement ce qu'il fallait faire et par suite de ma question, la responsable du jardin confirmait qu'ils viennent très régulièrement pour aider avec l'horticulture et les poulets (entretien D2, 05.04.2024). A Tunis, le fondateur de l'entreprise *La Ferme Urbaine* offre des ateliers pour une audience panafricaine presque tous les mois afin de transmettre des connaissances sur la manière de pratiquer l'horticulture urbaine avec un minimum de ressources (entretien T1, 23.02.2024). La valeur de ces compétences, de ce que leur réalisation ajoute au milieu des villes et des produits résultants est bien connue.

Toutefois, le soutien politique reste minimal, bien que le maintien des endroits agricoles dans le tissu urbain ferait entièrement sens. Certains proposent que des actions de promotions devraient s'appuyer sur une mise en réseau des agriculteurs urbains pour développer une force de mobilisation et une voix plus forte aux niveaux des décisions urbaines (Ba & Moustier, 2010 : 932). Les auteurs recommandent d'introduire une "Journée de Découverte de l'Agriculture Urbaine", comme ça existe déjà dans autres villes comme à Beijing en Chine (Cai & Yang, 2006).



Figure 11 : Jardinage en serre de La Ferme Urbaine, Lac 2, Tunis, 23.02.2024

Il est permis de penser que le succès de telles initiatives repose en grande partie sur la volonté politique de faire de l'agriculture traditionnelle un élément essentiel de la planification urbaine future, chaque fois que cela est possible et peut-être de manière créative et non conventionnelle. Néanmoins, nous pouvons constater que de petits pas sont faits dans la direction d'une plus grande implication des populations urbaines dans le secteur agricole. Récemment, UN-Habitat Tunisie a lancé un projet d'éducation sur l'agriculture urbaine dans le "Jardin des Plantes" de Tunis, au Belvédère (Nawaat, 2024). Un projet similaire a été réalisé à La Marsa par l'association Zone Verte Menzah, qui s'est notamment inspirée de l'énorme contribution des organopónicos cubains à la sécurité alimentaire.

5.3. Modernisation vs. Méthodes indigènes

L'AUP sûrement nécessite des compétences humaines et techniques innovantes (Saoussen et al., 2022). Il est clair qu'un futur caractérisé par des taux d'urbanisation

croissants, le changement climatique et les challenges économiques à qu'il faut se préparer à affronter rend indispensable de faire avancer la recherche et le développement sur les pratiques agricoles plus durables et plus résistantes. Parallèlement, l'agriculture urbaine est le plus souvent pratiquée dans le cadre d'une tradition familiale ou communautaire. À Maputo, l'AUP a émergé des traditions agricoles de la ceinture verte périurbaine de la ville (Paganini & Lemke, 2020 : 1000). À Tunis, la pratique d'une agriculture traditionnelle peu rentable domine la production agricole (Bouraoui & Houman, 2010 : 4). Et à Dakar, le caractère informel et traditionnel des formes de tenure foncière accentue la précarité de la situation des agriculteurs (Ba & Cantoreggi, 2018 : 199). Ce caractère traditionnel souvent stigmatisé rend l'AUP sans doute plus vulnérable aux changements urbains et aux défis à venir sous la gestion politique actuelle. Ici, nous devons reconnaître une question clé de l'AUP qui est celle de la rentabilité et de la productivité agricole. Cette question, pourrait-on dire, illustre assez bien la façon dont la nature même de la profession - une activité traditionnellement rurale - tente de survivre et de prospérer dans un environnement urbain qui fonctionne selon une horloge différente.

En parlant aux agriculteurs, nous avons l'impression que pour eux, maintenir l'agriculture traditionnelle est un projet qui leur tient à cœur. Dans les micro-jardins de Dakar, ils évitent la monoculture en cultivant de petites parcelles, en recyclant les coquilles d'arachide pour le sol et en utilisant le fumier de poulet comme engrais (entretien D1, 27.03.2024; entretien D2, 05.04.2024; entretien D3, 06.04.2024). Ils semblaient fiers de créer et maintenir des cycles naturels qui résistaient le rythme rapide de la vie urbaine et la pression de l'économie de marché. Des élèves qui s'occupaient en groupe d'un projet agricole à Maputo nous racontaient que la partie de leur récolte qui est vendue devient le capital avec lequel ils achètent les ressources pour la nouvelle année agricole – alors, le rendement d'une année d'études devient l'investissement pour la prochaine cohorte (entretien M4, 15.05.2023).



Figure 12 : Coquilles de cacahuètes recyclées au micro-jardin à Dakar, Yoff, 27.03.2024

Cependant, le rythme des villes reste diamétralement opposé à cette nature cyclique des pratiques agricoles. Sans doute, il est devenu pratiquement impossible d’être “indigènement rural en ville” (Tvedten, 2018 : 13). Si on veut nourrir sa famille et sa communauté, il faut s’adapter d’une certaine manière au fonctionnement des marchés alimentaires afin de défendre une position concurrentielle face aux grandes distributions. Surtout dans les zones intra-urbains, comme les Niayes à Dakar, les quartiers résidentiels au nord de Maputo et La Soukra à Tunis, il y a de plus en plus une omniprésence des légumes feuilles à cycle très court (Ba & Cantoreggi, 2018 : 201). Devant opérer sous la menace constante d’une expulsion, avec des difficultés croissantes d’accès aux matériaux et ressources essentiels, de nombreux agriculteurs urbains sont contraints de recourir à des cultures à court terme avec des produits à haut rendement (Crush, Hovorko & Tevera, 2011 : 288). À terme, cela a souvent des conséquences négatives sur leurs champs, provoquant la dégradation des sols et exacerbant les effets des sécheresses et des inondations. Par exemple, à Tunis, le fondateur de La Ferme Urbaine racontait qu’il fallait inventer une manière de cultiver plus efficacement à la maison comme l’agriculture urbaine traditionnelle n’est

simplement plus faisable dans l'environnement d'aujourd'hui. Il est pour cela qu'il a créé le "mur d'agriculture" à commander par les particuliers, les entreprises ou des agences gouvernementales (entretien T1, 23.02.2024). Le mur poursuit la vision d'offrir une solution au problème d'eau du futur – utilisant moins que 10 pour cent es quantités d'eau habituelles – et rendre l'AUP plus rentable. Un autre projet à Dakar, les stations d'épuration (STEP), travaillent sur comment réutiliser des eaux usées et des déchets organiques comme ressources pour l'AUP (Ba & Cantoreggi, 2018 : 200).



Figure 13 : 'Le mur d'agriculture' de La Ferme Urbaine, Lac 2, Tunis, 23.02.2024

En même temps, le progrès technologique est rapidement considéré comme une solution miracle. Un autre interviewé à Tunis a confirmé que, si la modernisation en tant que concept a été diabolisée pendant la révolution de 2011, elle est désormais romantisée par les autorités gouvernementales et le secteur privé (entretien T2, 12.03.2024). S'il est vrai que la modernisation des technologies peut ouvrir la voie à de

nouvelles formes d'AUP, ces technologies ne sont pas nécessairement plus accessibles et peuvent également aller à l'encontre des méthodes indigènes d'agriculture familiale auxquelles les gens se sont attachés au fil des générations. Revenant au débat sur la sécurité et la souveraineté alimentaire, pour la plupart des gens, la perception de la souveraineté alimentaire ne consiste pas seulement à avoir accès à n'importe quelle nourriture, mais à une nourriture adéquate, locale et de haute qualité (McCordic, 2016). Par exemple, au Mozambique, un plat de *xima*⁵ est souvent perçu comme la quintessence du sentiment de sécurité alimentaire (Raimundo & Caesar, 2023). Au Sénégal, ça pourrait être un plat de *mafé*, et en Tunisie une portion de *lablebi*. Le fait est que l'innovation technologique et la modernisation pourraient soutenir la pratique agricole à l'avenir, mais pas forcément le type de pratique agricole dont les habitants de Dakar, Maputo et Tunis sont fiers et qu'ils aiment pratiquer.

Cependant, l'agriculture traditionnelle et indigène est largement reconnue comme manière de cultiver les terrains sans épuiser les ressources naturelles (voir par exemple Corntassel, 2008 ; Kimmerer, 2013 ; Salmón, 2012). Mais le manque de soutien gouvernemental et les financements accordés principalement aux entreprises et aux projets du secteur privé font que les espaces urbains consacrés à l'agriculture traditionnelle ne cessent de se rétrécir. De plus, ça crée un environnement dans lequel les agriculteurs sont placés devant une décision impossible : lutter avec des ressources minimales et dans un climat de plus en plus incertain, ou se plier au processus d'optimisation et de productivité et risquer de perdre l'emploi pour lequel ils sont qualifiés.

⁵ Le *xima* (prononcé sheema) est une bouillie rigide et un plat de base traditionnellement préparé avec du maïs, du manioc, du sorgho ou du millet, le maïs étant devenu l'ingrédient préféré au Mozambique en raison de sa grande disponibilité et de sa saveur (Ekpa et al., 2019). On trouve des variantes du *xima* dans toute l'Afrique du Sud et de l'Est (Raimundo & Caesar, 2023).



Figure 14 : Jardinage de basse-cour à Magoanine, Maputo, 23.05.2023

En parlant à un groupe d'agriculteurs à Maputo qui a essayé de trouver une voie médiane - augmenter leur production pour devenir plus compétitifs tout en respectant les pratiques agricoles traditionnelles – ils racontait que, au milieu d'une saison, il y avait une rupture de leur réservoir d'eau (entretien M13, 23.05.2023). Comme ce réservoir était la propriété de l'état mozambicain, et les autorités ne sont jamais venus pour le réparer, ils devaient abandonner le projet et ont perdu une grande partie de leur récolte. Afin d'éviter des telles frustration et situations de crises pour des agriculteurs traditionnels dans les trois villes, les personnes en charge devraient négocier un compromis entre les efforts technologiques de s'adapter au climat changeant tout en veillant à ne pas laisser de côté ceux qui possèdent les connaissances les plus fondamentales de comment travailler la terre de manière durable. Sinon, les politiques signalent que le problème n'est pas du tout compris. "Si vous avez un pneu crevé, vous ne changez pas le moteur.", disait un interviewée à Tunis en parlant de comment le gouvernement s'attaque actuellement à l'insécurité

alimentaire urbaine (entretien T2, 12.03.2024). L'innovation est une bonne chose lorsqu'elle est ciblée et qu'elle vise à améliorer la qualité de vie de tous.



Figure 15 : Système d'irrigation naturel à Infulene, Maputo, 15.05.2023

5.4. Forme de protestation politique ?

“Ceux qui apprécient le plus ma nourriture sont ceux qui la volent.” (entretien M9, 18.05.2023) Cette déclaration marquante d'un agriculteur de Costa do Sol à Maputo illustre un thème récurrent mentionné par les interviewés : le sentiment que leur travail et leur contribution à la société ne sont pas valorisés. À Tunis également, les agriculteurs signalent que le pillage est la contrainte la plus urgente, les parcelles proches des zones urbaines étant les plus touchées (Bouraoui, 2003 : 48). La responsable d'un micro-jardin à Dakar rapporte souvent des passants demandant des récoltes sans pouvoir les payer (entretien D2, 05.04.2023). À Maputo, ils expliquent qu'il est courant de laisser simplement la peau du fruit sur la table du vendeur pour indiquer qu'on n'a pas pu payer. Dans les trois villes, nous avons constaté que les agriculteurs prennent soin non seulement de leurs proches, mais aussi de tous ceux

dans la communauté qui en ont besoin. Malgré le pillage, ils ont tendance à expliquer que ce phénomène est lié à l'augmentation des taux de pauvreté dans leurs villes respectives (Ravallion, 2001). Pour surmonter ces défis, ils se soutiennent mutuellement en trouvant des solutions ensemble : en employant des gardiens, en installant des clôtures ou en plantant des arbres comme les acacias (Bouraoui, 2003 : 48). En période de manque de ressources, de nombreux agriculteurs nous ont indiqué qu'ils échangent souvent des produits ou les donnent à d'autres dans leur champ (entretien M10, 18.05.2023). Ils comptent sur le soutien de la communauté, de la famille et des amis pour atténuer les difficultés et sont prêts à rendre la pareille en cas de besoin. Un agriculteur sur l'île de Ngor, au large de Dakar, a décrit son jardin comme un projet partagé avec ses frères, soulignant qu'aucun d'eux ne partirait avant que les autres soient financièrement stables (entretien D3, 06.04.2024). Il a ajouté qu'ils vendent leurs récoltes aux hôtels de l'île, mais les distribuent également à moindre coût aux habitants de leur voisinage. Ces dynamiques démontrent une « gestion partagée des ressources rares [...] pour augmenter leur disponibilité pour le plus grand nombre » (Rocheleau et al., 1996 : 36) et l'action collective essentielle pour formuler des visions alternatives pour la survie (ibid. : 149). En réponse au manque de solidarité dans leur environnement urbain, les agriculteurs semblent avoir renforcé les liens au sein de leurs communautés.

Cette mentalité de soutien mutuel se manifeste presque comme une protestation politique car les agriculteurs urbains fixent leurs propres règles. Si les pratiques de solidarité peuvent leur permettre de maintenir leur pratique agricole dans ces espaces publics, elles apparaissent surtout pour atténuer les difficultés. De cette manière, ils semblent lutter contre la société individualiste qui l'entoure et l'absence d'attention gouvernementale qui rend leur profession si difficile.



Figure 16 : Foncières créatives au jardin d'agriculture de l'Île de Ngor, Dakar, 06.04.2024

Il faut noter que nous avons observé et entendu de ces actes de solidarité beaucoup plus à Maputo et Dakar qu'à Tunis. Dans cette dernière ville, l'agriculture urbaine semble d'être beaucoup plus professionnalisée et commercialisée, avec des entreprises comme *La Ferme Urbaine* qui sont même commandés par l'État tunisien. Nous pouvons alors supposer que, le plus l'AUP est commercialisée, le plus disparaît les réseaux de soutien. Les actions collectivistes sont surtout nécessaires dans des environnements où l'AUP ne génère pas du bénéfice, mais sert plutôt à l'auto-suffisance. Ça ne veut pas dire que les agriculteurs n'auraient pas envie d'avoir l'opportunité d'élargir leurs productions et investir plus dans ces projets (entretien M10, 18.05.2023) – mais dans la majorité des cas, ces efforts ne sont pas couronnés de succès comme ils ne trouvent pas de financement et ne sont pas capables de concourir avec les grandes productions et industries agro-alimentaires de l'agriculture conventionnelle.

Pour les agriculteurs, cette solidarité semble d'être également une résistance contre la disparation de leurs endroits de cultivation. Comme ils se sentent menacés par une pression urbaine incontrôlée, ils s'aident à défendre et protéger leurs espaces (Toumi & Vidal, 2011 : 2). Cela crée notamment des dépendances : sur les membres de famille comme les enfants pour l'aide physique, les intermédiaires pour l'accès aux marchés, ou d'autres agriculteurs pour des semences ou du fertilisant. De plus, ça encourage la création et le maintien des marchés informels – notamment dans des pays où le travail informel représente une part importante de l'économie comme le Sénégal (97 pour cent de la population active, ILO 2022), le Mozambique (95 pour cent, ILO 2023), et la Tunisie avec environ 44 pour cent (BM, 2023). De plus, nous pouvons noter que ce ne sont que des biens qui sont échangés sur ces marchés informels - ce sont également des expériences, des connaissances et des petites astuces pour surmonter les difficultés liées au jardinage urbain qui sont échangés entre les agriculteurs. D'une certaine manière, ça évoquait une stratégie à petite échelle soutenant le capital social (Paganini & Lemke, 2020 : 1005) ou même des "économies de partage" (Braga Bizzaria, Palomino-Schalscha & Stupples, 2022 : 5). Il peut s'agir d'ateliers annoncés comme à Tunis, de formations scolaires comme sur le campus de l'université Eduardo Mondlane à Maputo, ou lorsque nous sommes invités à nous familiariser avec les méthodes de compostage et d'irrigation lors de la visite de micro-jardins à Dakar. Ces expériences que nous avons eu montrent que les agriculteurs sont à la fois fiers de leur savoir-faire et désireux de le transmettre à quiconque est intéressé. C'est une façon de maintenir ces connaissances en vie et de reconnaître leur valeur, même si les personnes en charge ne le font pas. Un groupe d'agriculteurs à Maputo nous racontait également que c'est un manque de respect quand leur gouvernement s'appuie plutôt sur l'expertise agricole externe – invitant des acteurs du développement ou des chercheurs étrangers - que sur leurs propres travailleurs. En s'assurant mutuellement de la haute qualité de leurs produits et du savoir indigène transmis par leurs méthodes agricoles, ils semblent favoriser un environnement d'appréciation et de respect – des reconnaissances nécessaires à la confiance et à une bonne image de soi qu'ils n'auraient pas pu connaître autrement.

5.5. Perspectives et rôles pour l'AUP dans un futur incertain

En réfléchissant du futur de l'AUP, et prenant en compte les récits des agriculteurs urbains à Dakar, Maputo et Tunis, il y a notamment trois dimensions qui semblent d'être des points de rupture : La dimension spatiale, dans le contexte de trois pays avec un taux d'urbanisation élevé et croissant (BAD 2022) ; la dimension démographique vu le vieillissement de la population engagée dans l'activité agricole dans les zones urbaines ; et, finalement, en ce qui concerne la dimension politique, il faut poser la question de comment fournir les ressources et développer les régulations nécessaires pour maintenir l'AUP dans le futur – et ceci est une ambition dans les trois villes en question. Analysant les atouts de l'AUP est ce qu'elle a à ajouter aux centres urbains, surtout concernant les menaces immédiates liées à la crise climatique, telles que les îlots de chaleur urbaine (Gyimah, 2023), les inondations et la dégradation des sols, nous pouvons constater qu'il s'agit plutôt de la volonté politique que de la nécessité.

En commençant par la dimension spatiale, l'AUP a un rôle élémentaire à jouer : elle aide à maintenir des espaces ouverts dans les régions urbaines (Toumi & Vidal, 2011 : 6). En ce qui concerne la gestion d'eau, l'AUP aide également à préserver des espaces perméables qui peuvent contribuer à réduire les risques d'inondation ainsi que le stress hydrique en absorbant les eaux pluviales et les eaux grises de la ville (ibid.). Les autorités politiques du Grand Tunis explorent l'option d'une planification plus durable avec des espaces verts de respiration, comme La Soukra (ibid. : 9). Cependant, il y a une véritable marginalisation des espaces agricoles dans les stratégies de planification du territoire urbain local (Bouraoui & Homan, 2010 : 4) - les déclarant presque comme des espaces "relictuels" (Bouraoui, 2003) avec une vraie absence de structures de contrôle, des outils juridiques et institutionnels et d'une politique de planification urbaine adaptée aux spécificités de l'agriculture urbaine (ibid. : 45). Surtout à Tunis et à Maputo, où les personnes engagées dans l'AUP font souvent parties des familles qui ont été affectées par la nationalisation des terres post-indépendance et l'expropriation qui s'ensuivit, les espaces urbains étaient leur seule possibilité d'accéder à la terre, bien qu'elle soit incertaine et temporaire. Un interviewée à Tunis demandait :

“Pourquoi encourager l'AUP alors que 62 pour cent des terres de la Tunisie ne sont pas exploitées ?” (entretien T2, 12.03.2024). Les parcelles des agriculteurs urbains structurent sans doute l'agglomération, mais leur aménagement reste dépendant de la volonté des décideurs (Bouraoui, 2003 : 52). À Dakar, l'insécurité foncière est évoquée comme principal sujet de préoccupation par les agriculteurs (Ba & Cantoreggi, 2010 : 202). Cette volonté est souvent compromise par les difficultés liées au suivi et donc au contrôle de l'activité agricole dans ces zones. De cette manière, les espaces périurbains restent à la fois marginaux et intégré à la ville (Boissière, 2005), fois géographiquement et métaphoriquement. Le fait que les espaces de l'AUP restent mal pris en compte dans la planification des villes (Ba & Moustier, 2010 : 925) encourage aussi à la surexploitation des terres vu que les agriculteurs essaient de gérer leur accès fragile. Comme décrit auparavant, le climat urbain n'invite pas forcément des méthodes agricoles durables de longue durée. De plus, il y avait plusieurs récits des agriculteurs urbains sur la compétition pour les terres urbaines limitées - à Dakar, la responsable d'un micro-jardin racontait que la municipalité lui a donné l'espace, mais qu'il y a beaucoup de mauvaise volonté dans le quartier (entretien D2, 05.04.2024). À Maputo, les agriculteurs ont confirmé qu'ils s'entraideraient, mais lorsqu'il s'agit de leurs champs, ils ne sont pas en mesure de partager et ont donc dû refuser de nombreuses personnes qui leur demandaient de l'aide. Pour conclure, les défis spatiaux de l'AUP semblent constituer des obstacles considérables à la durabilité, à la solidarité communautaire et à l'intégration des agriculteurs dans le paysage urbain.

Une des narratives les plus touchantes parmi les interviewées était celle de “n'avoir rien à donner à leurs enfants” (entretien M15, 23.05.2023). Les responsables des micro-jardin à Dakar sont quasi uniquement des personnes âgées, souvent retraitées. Au micro-jardin de H.L.M. 6, la responsable nous racontait qu'elle avait auparavant une partenaire avec laquelle elle s'occupait des champs, mais qu'elle était décédée il y a quelques années. Depuis lors, la municipalité a rejeté sa demande d'embaucher un nouvel assistant et l'a laissée seule (entretien D2, 05.04.2023). À Tunis, même s'il y a toujours des fermes et exploitations qui sont travaillées par une génération âgée, la

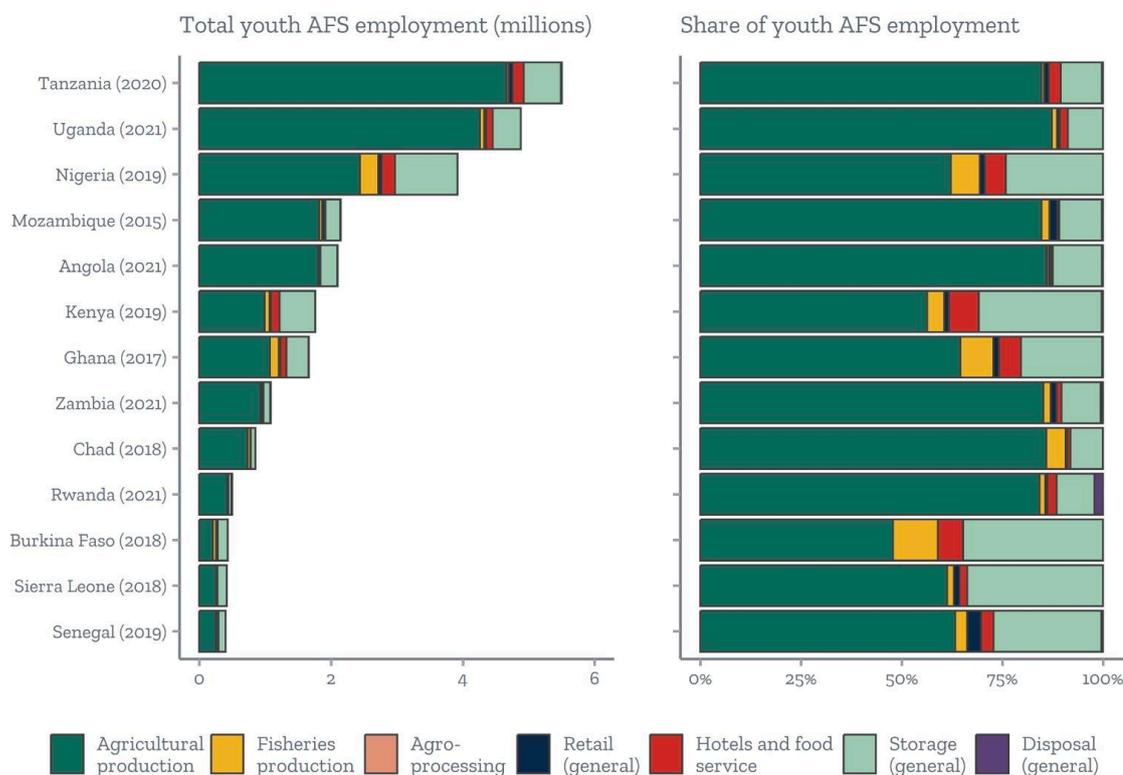
majorité des agriculteurs dit clairement qu'ils ne croient plus à un futur de leur profession. Ceci est peut-être le plus grand paradoxe dans l'équation du développement économique et l'importance de la production agricole sur le continent africain : pendant que les trois pays en question ont une génération jeune rapidement croissante (African Futures, 2024), avec un dividende démographique⁶ qui est au plus fort dans les villes (Brenthurst Foundation, 2024), le secteur agricole est littéralement en train de mourir. Ce vieillissement de l'agriculture urbaine contraste fortement avec la croissance continue de la population jeune à la recherche de perspectives et, surtout, d'un emploi. À La Soukra, Tunis, la moyenne d'âge observée des agriculteurs enquêtés pour une recherche en 2010 (Bouraoui & Houman) était de 56 ans. À Maputo, les agriculteurs ainsi que les professeurs à l'université indiquent que les jeunes générations - y compris leurs propres enfants et mentorés - cherchent à travailler dans un bureau plutôt que sur le terrain et qu'ils ne peuvent pas les en blâmer (entretien M1, 15.05.2023). Même quand les jeunes ont fait les études d'agriculture ou d'agro-industrie, ils recherchent le confort d'un emploi bien rémunéré en ville qui n'implique pas de travail manuel pénible. Bien qu'ils aidassent souvent leurs parents sur le champ, ils avaient presque toujours du travail à côté. À Dakar, nous avons pu observer des phénomènes similaires : si les micro-jardins fonctionnent clairement comme des espaces éducatifs et des lieux de calme et de repos pour la prochaine génération, les agriculteurs urbains n'ont simplement pas eu les moyens de la recruter de manière significative pour le travail agricole en ville. Ils transmettent des connaissances et des expériences qui, dans la plupart des cas, ne porteront jamais leurs fruits. Les besoins des jeunes de Tunis, Maputo et Dakar semblent incompatibles avec un secteur agricole florissant dans la ville. Cette réalité semble d'autant plus grave que les populations urbaines sont de plus en plus jeunes, UN Habitat (2013) prévoyant que 60 pour cent d'entre elles auront moins de 18 ans d'ici 2030. Cependant, le continent africain va doubler sa population d'ici 2050 (Vérez, 2024). Cela est notamment très important dans trois pays comme la Tunisie, le Sénégal et le

⁶ Le dividende démographique est le potentiel de croissance économique qui peut résulter de l'évolution de la structure d'âge d'une population (UNFPA, 2020).

Mozambique, avec des dividendes démographiques énormes. En 2023, l'âge médian en Tunisie était à 34 ans, au Sénégal à 19 ans, et au Mozambique même à 17,2 ans (UN Population Division Data Portal, 2024). Il est vrai que les trois pays africains n'aient pas tout à fait la même trajectoire démographique : la population tunisienne augmentera régulièrement, tandis que les pays subsahariens du Sénégal et du Mozambique connaîtront des poussées démographiques qui au moins doubleront leur taille actuelle (Population Matters, 2024). Maputo, par exemple, une ville qui abrite actuellement une population d'environ 1 million d'habitants, atteindra probablement une population de plus de 5 millions d'habitants en 2050 (Hoornweg & Pope, 2014). Au cours de la même période, Dakar devrait doubler sa population, passant de 4 à plus de 8 millions d'habitants (ibid.).

Néanmoins, les trois pays ayant un taux d'urbanisation croissant et une population jeune en augmentation, davantage de jeunes seront à la recherche d'un emploi dans les trois capitales. À Dakar, malgré l'importance du chômage chez les jeunes, le maraîchage ne mobilise que très peu d'eux - d'abord à cause de la précarité de cette activité ensuite de la marginalisation par les pouvoirs publics (Kêdowidé et al., 2010). Dans le même temps, l'un des secteurs clés, non seulement pour l'avenir du travail, mais aussi pour l'avenir de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la durabilité et de la qualité de vie dans les villes, reste gravement sous-financé et stigmatisé. Bien que la part de l'agriculture dans l'activité économique globale ait diminué dans les trois pays, la production agricole reste l'un des principaux moyens par lesquels les jeunes trouvent un emploi dans de nombreux pays africains, comme le montre la figure ci-dessous avec les données de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) de ces dernières années (Mathematica, 2023). L'urbanisation des jeunes se poursuivant, la demande d'emplois dans l'agriculture urbaine augmentera probablement. Pour l'instant, ce potentiel de relance du secteur agricole avec cette immense part de main-d'œuvre jeune entre 15 et 24 ans n'est pas reflété dans les stratégies de politique urbaine de Dakar, Tunis et Maputo. Par conséquent, le dividende démographique est actuellement perdu.

Youth (15-24) employment across AFS segments



Source data: ILO

Figure 17 : 'Emploi des jeunes dans les segments AFS', Mathematica avec des données de l'OIT

<https://www.mathematica.org/projects/data-driven-foresight-analysis-of-african-agri-food-systems-and-youth-employment>

Enfin, nous observons des énormes défis dans la dimension politique. Celle-ci ne concerne pas que le financement et la gestion de l'AUP, mais notamment le manque de sensibilisation, d'intégration et de reconnaissance par les décideurs locaux. Il y a une marginalisation et stigmatisation des espaces agricoles dans les stratégies de planification du territoire urbain local (Bouraoui & Houman, 2010 : 4). De plus, nous observons une absence de stratégie de reconversion dans le domaine agricole. En même temps, il y a un véritable potentiel pour les agriculteurs urbains de coopérer avec les personnes en charges pour renforcer le rôle d'insertion sociale de l'AUP (Ba & Moustier, 2010 : 932). Plus la population autour de l'AUP est consciente de ses multiples avantages ou y participe dans une certaine mesure, plus ces espaces deviennent des bastions durables de la vie urbaine. Afin de réaliser de telles campagnes de sensibilisation, il faudrait d'abord mieux documenter l'AUP dans les régions urbaines afin d'éclairer sa contribution à la satisfaction des besoins des

population (Ba & Cantoreggi, 2018 : 196). De plus, le caractère "traditionnel" - souvent lié à l'informalité - des formes de l'AUP souvent accentue sa précarité puisqu'elle ne permet pas aux agriculteurs d'obtenir des crédits au niveau des institutions financières (ibid. : 200). En outre, les centres urbains resteront des points chauds en raison de l'augmentation de la température, du manque de terrain, de ressources et d'emplois. Selon une personne interrogée à Tunis, les responsables des politiques urbaines continuent de penser à tort que les problèmes urbains peuvent être résolus dans les zones urbaines (entretien T2, 12.03.2024). Ce qu'ils ne semblent pas voir, c'est que l'AUP "comble littéralement le fossé entre la ville et la campagne" (ibid.). Ces zones agricoles pourraient, par leur nature même, rendre la transition entre les deux beaucoup plus douce et durable pour les populations urbaines - sans oublier qu'un grand nombre de ces personnes sont d'anciennes ou de deuxièmes ou de troisièmes générations de populations rurales. On pourrait même dire que l'AUP peut servir de passerelles entre la vie urbaine et la vie rurale. Cependant, il reste très difficile d'établir ces liens dans un environnement aussi complexe que les centres urbains (Tvedten, 2018). Il serait donc essentiel que les décideurs des villes formulent des visions à long terme sur la manière dont ils envisagent l'interaction entre les extensions urbaines et la campagne qui les entoure. Pour ce faire, ils doivent se demander comment l'agriculture urbaine et l'agriculture rurale peuvent se compléter ou compléter de manière significative, en respectant les différents ensembles de ressources présents dans les deux environnements. Par exemple, à Mozambique, la relance des liens entre les villes et les campagnes et l'incitation à la création de valeur dans le secteur agricole domestique aurait le potentiel d'ouvrir la voie à un avenir plus durable et viable de l'agriculture urbaine à Maputo. De cette manière, on évite de surestimer le potentiel des capacités urbaines tout en reconnaissant la valeur ajoutée de l'AUP, comme l'ont montré des exemples d'autres pays africains (Brownhill, Kaara & Turner, 2015). Pour ce faire, les décideurs politiques doivent assurer la création de valeur dans l'agriculture locale en donnant la priorité à la production alimentaire souveraine. La dépendance étrangère continuera d'entraver l'interaction et la collaboration significative entre les communautés urbaines et rurales, comme

démontre l'exemple du Mozambique en relation avec l'Afrique du Sud voisine (Paganini & Lemke, 2020 : 1008). Une stratégie d'AUP capable d'autonomiser les agriculteurs urbains tout en réalisant la nécessité d'investir dans le développement rural est en mesure d'assurer un avenir digne de ce nom aux agriculteurs, tant en ville qu'à la campagne. Comme disait un interviewée à Tunis : "Le taux d'urbanisation en Tunisie doit être comprise comme une question agraire qui a échoué. Il s'agit de savoir comment le capitalisme et l'économie de marché sont intervenus dans les campagnes." (entretien T2, 12.03.2024) Cette affirmation peut sembler radicale, mais elle reflète la frustration d'une population urbaine toujours plus nombreuse qui a largement migré sous de fausses promesses. On ne peut évidemment pas parler de migration forcée, mais bien de migration sans beaucoup - ou sans aucune - autre option. Dans ce contexte, il est intéressant de voir comment les mouvements de souveraineté alimentaire tels que La Via Campesina (2015) plaident depuis des décennies en faveur d'une migration significative et soutenue entre les villes et les campagnes. Ils soulignent que les migrations urbaines sans perspectives augmentent la probabilité d'appauvrissement, de désillusion et de fuite des cerveaux et de la main-d'œuvre à l'étranger. Ici, il est important de rappeler que la souveraineté alimentaire n'est pas synonyme d'autarcie, mais qu'elle consiste à réaliser sa propre valeur avant d'importer. En conclusion, la dimension politique de l'AUP englobe des questions clés auxquelles les décideurs urbains doivent faire face : comment négocier des ressources limitées et de plus en plus rares dans les centres urbains ; comment valoriser, équiper et intégrer de manière adéquate les agriculteurs urbains ; et comment exploiter le potentiel de connexions et de collaborations fortes et significatives entre les villes et les campagnes.

L'analyse des données qualitatives, en combinaison avec les données macro-économiques et macro-sociales des trois pays et leurs capitales a illustré la complexité de l'agriculture urbaine et périurbaine à Dakar, Maputo et Tunis. Pendant qu'il y a clairement des parallèles entre les réalités vécues des agriculteurs urbains, comme la vulnérabilité extrême au changement climatique, le menace par l'expansion du tissu

urbain et leur apparente invisibilité pour les décideurs locaux, les trois villes sont aussi caractérisées par des passés historiques et influences économiques diverses et démontrent l'immense diversité des contextes du continent africain. Ce qui était le plus intéressant était de rechercher les applications de l'AUP dans le contexte de secteurs agricoles très différents dans les économies des pays. Malgré l'AUP à Tunis semblait la plus modernisée et influencée des innovations technologiques (Ajl & Sharma, 2022), le secteur agricole devient de plus en plus insignifiant pour le PIB du pays. Autrefois exportateur de produits agricoles, le pays s'appuie aujourd'hui fortement sur les services et les marchandises. Cela semble se refléter dans la manière dont l'AUP se manifeste dans sa capitale, puisque les marchés sont peut-être livrés localement, mais que la production agricole a lieu principalement en dehors des zones fortement urbanisées. À Maputo, où nous observions l'AUP la plus convergente avec l'architecture résidentielle, l'omniprésence de l'activité agricole pourrait s'expliquer par l'énorme pourcentage de la main-d'œuvre mozambicaine travaillant dans ce secteur, qui dépend souvent exclusivement de l'agriculture traditionnelle ou familiale. En même temps, elle ne contribue presque rien au PIB et semble d'être la plus stigmatisée en comparaison à Tunis et Dakar. Ce phénomène s'est surtout manifesté chez les agriculteurs urbains qui perçoivent constamment la menace d'une expulsion. Si les agriculteurs dakarois ont également senti l'urbanisation empiéter dans une certaine mesure sur leurs espaces agricoles, la plupart d'entre eux sont restés en dehors des zones urbaines les plus densément peuplées ou ont exploité des parcelles mises à leur disposition par la municipalité. À l'instar de Tunis, la ville semblait beaucoup plus ségréguée dans les zones agricoles et résidentielles, avec moins d'activités agricoles dans les arrière-cours, les espaces publics ou sur les trottoirs. En revanche, Dakar comptait de nombreux magasins de plantes organisés le long de ses rues principales. Les trois capitales bénéficient de leur situation géographique à proximité des zones fertiles de leur pays, ce qui leur permet de produire une grande quantité de récoltes.

5.6. Leçons tirées

Avant de développer certaines incitations politiques potentielles découlant de

l'analyse précédente et des demandes et besoins des agriculteurs urbains exprimés lors des entretiens, nous reviendrons sur la nature comparative de ce mémoire. En effet, après avoir examiné les résultats de la recherche, il est important de se demander si une comparaison a même été utile pour comprendre les défis spécifiques de la sécurité alimentaire dans les trois villes en question. Nous pensons que la réponse à cette question n'est pas simple. Il est vrai qu'une approche comparative nous a permis d'identifier des problèmes urgents dans les trois dimensions mises en lumière dans le chapitre ci-dessus. Les manières avec lesquelles les agriculteurs urbains des trois villes africaines différentes sont liés par leur expérience de la défense constante de leur espace, de leurs ressources et de leur dignité devrait être une réalité prise en compte par les responsables des politiques urbaines - ainsi que par les stratégies qui dépassent les frontières nationales et travaillent à l'élaboration d'une politique du développement urbain panafricain. Lorsque nous examinons la stratégie de résilience urbaine de l'Union africaine (UA), par exemple, nous ne voyons pas une seule mention de l'agriculture en tant que moteur de l'emploi significatif des jeunes, de l'intégration sociale et de l'adaptation et de la préparation au changement climatique dans les zones urbaines (UA, 2023). Dans l'appel à propositions du Fonds de développement urbain et municipal récemment créé par la Banque africaine de développement (BAD), l'AUP ne figure pas une seule fois parmi les domaines d'investissement potentiels (BAD, 2022 (2)). Même si le rapport de la Banque sur la dynamique d'urbanisation de l'Afrique traite des secteurs agricoles, il semble les considérer comme de la "main-d'œuvre non qualifiée" et les reléguer à la campagne (BAD, 2022 : 31). Le rapport note également que le changement structurel global dû à l'urbanisation n'a souvent pas augmenté la croissance autant qu'il aurait pu le faire, parce que la plupart des travailleurs qui ont quitté l'agriculture se sont retrouvés dans des activités de services à faible productivité, principalement dans l'économie informelle (ibid. : 106). Dans le même temps, la gestion urbaine durable est citée comme un effort essentiel pour renforcer et développer les chaînes de valeur régionales (ibid. : 195). Cela envoie des signaux presque opposés : Alors que cet organe clé du continent africain reconnaît que l'exode rural entraîne souvent une activité

économique informelle qui favorise l'appauvrissement plutôt que la croissance économique, il n'identifie pas le développement du secteur agricole - en particulier dans les zones urbaines et périurbaines - comme une solution potentielle. C'est une sombre réalité pour les agriculteurs urbains, qui se manifeste de manière assez similaire dans les réalités vécues par les habitants de Dakar, Maputo et Tunis.

En même temps, nous devons reconnaître que les capitales présentent des caractéristiques différentes et que ces aspects géographiques et démographiques sont loin d'être négligeables. Bien qu'influencées par des tendances similaires en ce qui concerne leurs taux d'urbanisation, leurs projections démographiques et l'évolution historique de leurs secteurs agricoles après l'indépendance, nous devons souligner certaines différences essentielles : Par exemple, la Tunisie, bien qu'en proie à des difficultés économiques, jouit d'une position préférentielle pour le commerce avec l'Union européenne sur la côte sud de la Méditerranée et exporte une part importante de produits agricoles (GIZ, 2019). Par ailleurs, le Sénégal et le Mozambique doivent souvent importer des denrées alimentaires de base telles que le riz afin d'atténuer la faible productivité agricole, les chocs climatiques ou les possibilités insuffisantes de stockage des récoltes. Cette situation est souvent liée au fait que la plupart des productions agricoles, en particulier dans les villes, sont des activités informelles et que les récoltes ne sont donc pas correctement documentées. Alors qu'à Tunis, les effets d'une voie plus orientée vers la modernisation des secteurs agricoles sont déjà visibles, Dakar et Maputo restent caractérisés par le jardinage familial et communautaire et l'agriculture traditionnelle dans les ceintures vertes. Entre ces deux derniers pays, le Sénégal a certainement une économie plus diversifiée, puisque moins d'un quart de sa population active travaille dans l'agriculture, alors que ce secteur contribue pour plus de 15 pour cent à son PIB. La population du Mozambique, en revanche, est encore principalement employée dans l'agriculture, mais la productivité du secteur est en comparaison étonnamment faible. L'AUP joue alors un rôle différent dans le contexte économique et historique, et peut être perçu différemment dans les contextes urbains des trois villes.

Néanmoins, ces trois villes ont une longue histoire d'agriculture familiale ou traditionnelle au cours du siècle dernier. Les trois villes sont confrontées à des flux migratoires considérables, à une pénurie d'espace, à des événements désastreux dus à la crise climatique et à une population jeune en pleine croissance et avide de travail. La comparaison effectuée dans ce mémoire a permis d'éclairer les facettes de ces similitudes à travers les récits et les expériences personnelles des agriculteurs urbains. Nous avons donc pu identifier certains domaines politiques qui mériteraient d'être abordés dans les trois endroits, en fonction des données et des documents politiques actuels analysés, ainsi que des demandes des agriculteurs urbains :

1) *Encourager l'échange entre les agriculteurs et les populations urbaines*

Un problème récurrent souligné par les agriculteurs est le manque d'intégration dans leur environnement. Ils évoquaient le rejet ou l'opposition des communautés aux parcelles dans leur quartier, car elles ne savaient pas comment s'impliquer (comme dans le cas des micro-jardins à Dakar), ou des histoires de personnes les considérant comme une nuisance et un obstacle au développement urbain (comme dans le cas de l'AUP à Costa do Sol, Maputo). À Tunis, le fondateur de *La Ferme Urbaine* a noté que le plus grand obstacle était de communiquer à la population urbaine pourquoi ils faisaient ce qu'ils faisaient et comment cela pouvait être bénéfique pour eux aussi.

2) *Intégrer l'AUP dans des plans du verdissement et de la résilience climatique*

Les preuves que l'AUP est un atout majeur pour l'atténuation de la chaleur urbaine, la prévention des inondations, l'utilisation durable de l'eau et l'amélioration générale de la qualité de vie des habitants d'une ville sont accablantes. Dans les cas de Dakar, Maputo et Tunis, les parcelles d'agriculture urbaine ont été qualifiées de "poumons verts" (Ba & Moustier, 2010 : 928) de la ville, de lieux de restauration et d'espaces de recyclage (Ba & Cantoreggi, 2018 : 202). Toute stratégie visant un développement urbain durable pour des villes résistantes au climat doit considérer l'AUP exactement comme cela : un outil qui pourrait à la fois atténuer la sécurité alimentaire et créer des villes capables

de résister à l'épreuve du temps.

3) *Prioriser l'éducation précoce agricole*

L'enseignement agricole dès l'âge de l'école primaire peut contribuer à stimuler les échanges intergénérationnels d'une manière ludique, mais très utile (Kimmerer, 2013 : 115). Dans les trois villes, la transmission des connaissances, l'organisation d'ateliers ou l'engagement dans des programmes de mentorat sont des notions clés dans les récits des agriculteurs urbains. Le financement et le soutien d'un plus grand nombre de ces initiatives permettraient non seulement de sensibiliser aux multiples avantages de l'AUP, mais aussi de doter la future génération de décideurs de connaissances pratiques sur la sécurité et la souveraineté alimentaires.

4) *Suivi et valorisation des denrées alimentaires produites localement*

Il est indéniable qu'une grande partie des produits récoltés est perdue en raison de l'absence de systèmes d'infrastructure adéquats vers les marchés suivants, du manque de fiabilité des intermédiaires et de l'absence de systèmes de stockage adéquats. En outre, pour les trois villes, il a été impossible de trouver des chiffres sur la récolte totale générée par les agriculteurs urbains, ce qui représente un immense manque de données et une perte de valeur pour la municipalité et l'économie dans son ensemble. Les autorités devraient s'efforcer de combler cette lacune par tous les moyens nécessaires afin d'évaluer les besoins des agriculteurs urbains et d'apprécier correctement la contribution de leur travail.

5) *Tirer les leçons de l'agriculture traditionnelle pour les nouvelles technologies*

Retarder artificiellement le progrès technologique n'est pas une recommandation à prendre au sérieux, et ce pour de bonnes raisons. Cependant, il est indispensable, pour garantir la productivité de l'agriculture à l'avenir, d'encourager le développement technologique qui vise à tirer des enseignements des techniques anciennes et éprouvées de production et de distribution d'aliments locaux en fonction des propriétés du sol, des cycles naturels et des ressources limitées. La majorité des agriculteurs urbains

travaillent avec un ensemble de compétences formées par des générations d'agriculteurs. Ce sont eux qui connaissent le mieux la terre de leur ville. Une personne interrogée à Tunis a déclaré de manière poignante : "Pourquoi les gens viennent-ils chez les agriculteurs ? Eh bien, parce qu'ils touchent la boue !" (entretien T2, 12.03.2024). L'intégration des agriculteurs urbains dans les projets visant à développer les techniques agricoles durables du futur est une opportunité que les décideurs politiques devraient saisir.

6) *Le futur du rural dans la ville*

C'est une question cruciale que nous avons déjà abordée dans ce mémoire : dans quelle mesure et pour combien de temps l'AUP peut-elle atténuer les problèmes urbains d'insécurité alimentaire, de chocs climatiques, de problèmes d'eau ou d'érosion des sols ? Combien de temps les « économies de partage » (Braga Bizzaria, Palomino-Schalscha & Stupples, 2022 : 5) peuvent-elles survivre dans les villes, où la pression de l'urbanisation et la concurrence de l'économie de marché sont les plus fortes ? À l'heure actuelle, les agriculteurs urbains de Dakar, Maputo et Tunis subissent visiblement le poids de ces développements urbains. Les responsables devraient donc réévaluer la manière de concevoir un avenir durable pour l'AUP dans les centres urbains tout en investissant simultanément dans le développement périurbain et rural. Les villes ne sont pas des territoires autosuffisants, bien au contraire. Avec l'augmentation de la population urbaine et – comme nous devons malheureusement le supposer – les impacts exacerbés de la crise climatique, il devient intenable de négliger de grandes parties du pays tout en concentrant le financement sur les villes. Les zones urbaines et rurales devraient travailler à l'unisson pour alléger la pression exercée sur les agriculteurs urbains et créer un système de subsistance durable et sûr pour les populations urbaines.

Une approche comparative n'occulte pas d'autres méthodes pour mettre en œuvre des recommandations et des idées comme les nôtres face aux défis et aux potentiels spécifiques à Dakar, Maputo et Tunis. Cependant, nous pensons que l'établissement de

comparaisons a permis de mettre en évidence des questions transversales qui pourraient inciter les agriculteurs urbains à créer une plateforme plus importante pour défendre leurs besoins et leurs souhaits pour l'avenir.

6. Conclusion

Nous terminons en revenant à nos questions de recherche initiales et en examinant ce que cette étude a révélé en termes de réponses potentielles et d'enseignements imprévus. Pour ce faire, nous résumerons les thèmes les plus marquants des entretiens : l'importance de l'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) pour le sentiment d'autonomie et d'autosuffisance des agriculteurs urbains ; la contribution de l'AUP aux paysages urbains et aux conditions de vie en ville ; les conflits entre les méthodes traditionnelles des agriculteurs urbains et le développement rapide de techniques agricoles alternatives via la numérisation et la technologie ; l'AUP comme une forme de résistance politique ; et enfin, les pressions spatiales, démographiques et politiques qui rendent l'avenir de l'AUP incertain pour les agriculteurs urbains et leurs familles. En même temps, nous tenons à noter qu'il y a des questions découvertes au cours de la recherche que nous n'avons pas pu approfondir en raison de la portée de ce mémoire et d'autres contraintes telles que l'accès et le temps. Ces questions incluent la rentabilité de l'AUP, les impacts imprévisibles de la crise climatique future et les changements politiques récents au Sénégal, qui influenceront la gestion des ressources telles que le sol et l'eau et les aspects macroéconomiques comme l'importation et l'exportation de produits agricoles. Nous tenterons néanmoins de donner un aperçu des résultats les plus significatifs.

En examinant ces notions récurrentes, nous pouvons affirmer sans hésitation que l'AUP a beaucoup à offrir pour combattre l'insécurité alimentaire en milieu urbain. Les agriculteurs urbains possèdent des compétences précieuses sur les conditions locales de production agricole, les réseaux de distribution et les systèmes de soutien en temps de crise. Valoriser ces compétences et encourager une plus grande partie de la population urbaine à les acquérir serait une décision judicieuse des acteurs municipaux, compte tenu de l'incertitude climatique future et de l'instabilité météorologique, ainsi que des effets déjà dévastateurs des sécheresses, des inondations et des ravageurs comme les sauterelles ou les parasites. Il est important de noter que l'accessibilité à l'alimentation reste une priorité pour la majorité des

populations urbaines, et pas seulement celles aux moyens financiers limités. Bien que la qualité et l'autonomie des produits alimentaires locaux soient des éléments chers aux agriculteurs urbains, la réalité est que les gens veulent simplement se nourrir et nourrir leur famille. La souveraineté alimentaire est donc souvent évoquée par des acteurs internationaux comme les ONG et les activistes, mais elle joue un rôle limité, voire nul, dans les contextes de survie. Néanmoins, une approche mixte de lutte contre l'insécurité alimentaire tout en prenant en compte les avantages de la création de valeur locale présente un énorme potentiel pour l'AUP pour nourrir les villes du futur.

La comparaison de l'AUP dans les villes de Dakar, Maputo et Tunis montre que la profession agricole est considérée comme une tradition précieuse par ceux qui la pratiquent. Contrairement à de nombreuses capitales européennes, l'AUP n'est pas une tendance émergente parmi les classes moyennes supérieures, mais plutôt une continuité historique de l'agriculture familiale, s'adaptant à l'exode rural et aux nouveaux environnements, persistant contre toute attente. Comme mentionné précédemment, il n'y a aucun avantage à généraliser l'AUP dans les trois capitales. Bien sûr, la pratique de l'AUP se manifeste différemment à Dakar, Maputo et Tunis, comme le montre l'accent mis à Tunis sur l'horticulture modernisée, la création de micro-jardins à Dakar comme enclaves urbaines, et la tradition étendue de jardinage de basse-cour à Maputo. Il existe néanmoins des similitudes importantes, telles que les préoccupations communes concernant le pillage, l'urbanisation, la marginalisation, les chocs climatiques, le vieillissement de la population agricole et le manque de perspectives pour les jeunes agriculteurs urbains. De plus, les agriculteurs urbains utilisaient souvent des infrastructures similaires, tant humaines que physiques. Par exemple, presque tous ont indiqué que les intermédiaires étaient essentiels pour acheminer les récoltes vers les marchés locaux et qu'ils partageaient des outils et des véhicules avec les agriculteurs voisins pour financer le transport. Il est intéressant de constater que les tendances socio-économiques d'un monde de plus en plus globalisé affectent de manière similaire les agriculteurs urbains dans différentes régions d'Afrique.

Sur la base de ces observations et analyses, nous avons pu formuler un ensemble de recommandations politiques concernant six domaines essentiels pour garantir un avenir durable à l'AUP, capable de contribuer à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. Ces domaines sont : renforcer les échanges entre les agriculteurs urbains et leurs communautés ; comprendre l'AUP comme un moyen de rendre les villes résilientes au changement climatique ; donner la priorité à l'éducation agricole précoce ; mettre en place un système de suivi et d'évaluation des récoltes urbaines ; encourager les avancées technologiques grâce aux connaissances traditionnelles des agriculteurs ; et élaborer une stratégie globale pour la gestion des zones de convergence urbaine-rurale et du développement rural afin d'atténuer les problèmes urbains.

Une économie de partage dé-commercialisée de l'alimentation est bien sûr une vision qui, dans le contexte actuel, pourrait sembler utopique. Cependant, nous pouvons certainement rêver de villes qui intègrent et gèrent efficacement les personnes, les zones et les ressources essentielles au maintien des populations urbaines d'une manière qui protège à la fois les individus et la planète. Cela ne signifie pas que les villes pourront résoudre toutes leurs difficultés seules ; au contraire, la négligence des campagnes peut être l'une des principales causes de la détresse urbaine. Mais comme il est évident que l'avenir se jouera en grande partie dans les centres urbains, surtout en Afrique, apprendre des agriculteurs urbains pourrait être l'une des clés du développement durable et d'un avenir vivable pour tous.

Bibliographie

Adapt'Action. (2021). Tunisie – Contribution aux Éléments de la Phase Préparatoire du Processus du Plan National d'Adaptation (AXE 2), Impacts des Effets du Changement Climatique sur la Sécurité Alimentaire. <https://clusterservagri.eu/contribution-aux-elements-de-la-phase-preparatoire-du-processus-du-plan-national-dadaptation-axe-2/>

African Futures. (2024). "The Demographic Dividend". <https://futures.issafrica.org/thematic/03-demographic-dividend/>

Agarwal, B. (2014). "Food Sovereignty, Food Security and Democratic Choice: Critical Contradictions, Difficult Conciliations", *Journal of Peasant Studies*, 41(6), 1247-1268.

Agrobiosciences. (2011). "Printemps Arabe en Tunisie : Pourquoi c'est à Sidi Bouzid que tout a commencé ?", <https://www.agrobiosciences.org/territoires/article/printemps-arabe-tunisie-pourquoi-c-est-a-sidi-bouzid-que-tout-a-commence>, page consultée le 14/06/2024.

Ajl, M. & Sharma, D. (2022). "The Green Revolution and Transversal Countermovements: Recovering Alternative Agronomic Imagineries in Tunisie and India", *Canadian Journal of Development Studies*, 43(3), 418-438.

Attia, H. (1972). "L'urbanisation de la Tunisie". *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, n°28-20, 91-117.

Ba, A., & Moustier, P. (2010). "La perception de l'agriculture de proximité par les résidents de Dakar", *Revue d'Économie Régionale Et Urbaine (ADICUEER (Association))*, décembre(5), 913-936.

Ba, A., Cantoreggi, N., Simos, J., & Duchemin, É. (2016). "Impacts sur la santé des pratiques des agriculteurs urbains à Dakar (Sénégal)", *VertigO : La Revue Électronique En Sciences De L'Environnement*, 16(1).

Ba, A., & Cantoreggi, N. (2018). "Agriculture urbaine et périurbaine (AUP) et économie des ménages agri-urbains à Dakar (Sénégal)", *International Journal of Environment, Agriculture and Biotechnology*, 3(1), 195-200.

Banque Africaine du Développement. (2022). *Dynamiques de l'urbanisation en Afrique 2022 – Le rayonnement économique des villes africaines*. <https://openknowledge.fao.org/bitstreams/f15383f6-eb02-46f0-95a1-ca34e07cb4f5/download>

Banque Africain du Développement. (2022). *Urban and Municipal Development Fund*. <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/urban-and-municipal-development-fund>

Banque Mondiale. (1986). *Poverty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries*. Washington DC.

Banque Mondiale. (2017). *Climate-Smart Agriculture in Mozambique*. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2019-06/CSA-in-Mozambique.pdf>.

Banque Mondiale. (2019). "Mozambique - Additional Financing to the Agriculture and Natural Resources Landscapes Management Project (SUSTENTA)", <https://www.worldbank.org/en/news/loans-credits/2019/07/03/mozambique-additional-financing-to-the-agriculture-and-natural-resources-landscapes-management-project-sustenta>, page consultée le 14/06/2024.

Banque Mondiale. (2021). <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=TN>

Banque Mondiale. (2022). "Données sur l'emploi dans l'agriculture". <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=SN-TN-MZ>, page consultée le 06/06/24.

Banque Mondiale. (2023). *Informality and Inclusive Growth in the Middle East and North Africa*. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstreams/2c746b4b-35e5-4f7f-918a-0e44565a02a2/download>

Banque Mondiale. (2024). "Food Security Update". <https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/food-security-update>, page consultée le 14/06/2024.

Bailey, C. A. (2007). *A Guide to Qualitative Field Research*. SAGE Publications, Inc.

Beste, J., & Pfeiffer, J. (2016). "Mozambique's Debt and the International Monetary Fund's influence on Poverty, Education, and Health". *International Journal of Health Services*, 46(2), 366-381.

Bouraoui, M. (2003). "L'agriculture urbaine en Tunisie : espace relictuel pou nouvelle composante territoriale ? Le cas du Grand Tunis / *Urban agriculture in Tunisia : residual space or a new territorial component ? The case of Greater Tunis*". In: *Revue de géographie alpine*, tome 91, n°4, Les agriculteurs dans la cité. pp. 43-54.

Bouraoui, M. & Houman, B. (2010). "REFLEXIONS ET ACTIONS SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE URBAINE : ENTRE ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET AMENITES SOCIALES L'EXEMPLE DE LA VILLE DE SOUKRA DANS LE GRAND TUNIS". ISDA 2010, Montpellier, France, p. 13.

Braga Bizarria, M. T., Palomino-Schalscha, M., & Stupples, P. (2022). "Community gardens as feminist spaces: A more-than-gendered approach to their transformative potential". *Geographical Research*, 60(1), 71-83.

Brenthurst Foundation. (2024). "Africa's Heroes in Waiting : Intermediary Cities Are Poised to Drive African Prosperity". <https://www.thebrenthurstfoundation.org/news/africa-s-heroes-in-waiting-intermediary-cities-are-poised-to-drive-african-prosperity/>, page consultée le 31/05/24.

Brownhill, L., Kaara, W. M., & Turner, T. E. (2015). "Building Food Sovereignty through Ecofeminism in Kenya: From Export to Local Agricultural Value Chains". *Canadian Woman Studies*, 31(1/2), 106.

Copans, J. (1980) *Les Marabouts de l'arachide*, Paris, Le Sycomore.

Corntassel, J. (2008). "Toward Sustainable Self-Determination: Rethinking the Contemporary Indigenous- Rights Discourse". *Alternatives* (33). 105–32.

Crush, J., Hovorka, A., & Tevera, D. (2011). "Food Security in Southern African cities: The Place of Urban Agriculture". *Progress in Development Studies*. 11. 285-305.

Dahou, T. (2002). "De l'encadrement à la libéralisation. Les pouvoirs locaux se réapproprient le développement rural", in M.-C. Diop (dir.), *La Société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 189-225.

Dahou, T. & Foucher, V. (2004). "Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive: "Sopi" or not "sopi"?", Dans: *Politique Africaine* (2004/4, No. 96), 5-21.

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. (2019). *Liberalising Agricultural Trade between the EU and Tunisia : Analysis of trade relations and recommendations for the negotiation of a new trade agreement*. https://www.giz.de/de/downloads/GIZ_SVAAA_Policy-Brief_Tunesia-AgTrade_EN.pdf

Ekpa, O., Palacios-Rojas, N., Kruseman, G., Fofliano, V., & Linnermann, A. (2019). "Sub-Saharan African Maize-based Foods: Processing Practices, Challenges and Opportunities. *Food Reviews International*", 35(7), 609.

Engel, E., Fiege, K. & Kühn, A. (2019). "Farming in Cities: Potentials and Challenges of Urban Agriculture in Maputo and Cape Town". Centre for Rural Development (SLE) Berlin.

- FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO. (2022). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. Repurposing Food and Agricultural Policies to Make Healthy Diets More Affordable*. Rome.
- Gellar, S. (2002). "Pluralisme ou jacobinisme : quelle démocratie pour le Sénégal ?", in M.-C. Diop (dir.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, p. 507-528.
- Global Carbon Budget. (2023). "Global Carbon Budget Data", <https://globalcarbonbudgetdata.org/>, page consultée le 14/06/2024.
- Gouvernement de la Tunisie. (2021). *Contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Tunisie 2021*. Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement. Retrieved from https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Tunisia%20First/CDN_Tunisie_Version_Officielle_2021.pdf
- Gyimah, R. R. (2023). "The hot zones are cities: Methodological outcomes and synthesis of surface urban heat island effect in Africa". *Cogent Social Sciences*, 9(1).
- Hickel, J. (2018). *The Divide: A Brief Guide to Global Inequality and its Solutions*. Windmill Books.
- Hickel, J., Dorninger, C., Wieland, H. & Suwandi, I. (2022). "Imperialist Appropriation in the World Economy: Drain from the Global South through unequal exchange". *Global Environmental Change*. Volume 73.
- Hoorweg, D. & Pope, K. (2014). "Socioeconomic Pathways and Regional Distribution of the World's 101 Largest Cities". *Global Cities Institute Working Paper No. 4*.
- FIDA. (2018). *Mozambique Country Overview*. <https://www.ifad.org/en/web/operations/w/country/mozambique>
- ILO. (2022). *Senegal's Integrated National Strategy Formalization in the Informal Economy*. <https://www.ilo.org/publications/senegals-integrated-national-strategy-formalization-informal-economy-snifei>
- ILO. (2023). "ILO Supports the Formalization of Enterprises in Mozambique in order to Promote Decent Work", <https://www.ilo.org/resource/news/ilo-supports-formalization-enterprises-mozambique-order-promote-decent-work>, page consultée le 14/05/2024.
- IPCC. (2018). *GIEC Sénégal*. <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/>
- Irish Aid. (2015). *Mozambique Climate Action Report*. <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/allwebsitemedia/20newsandpublications/publicationpdfsenglish/Country-Climate-Action-Reports-Mozambique-FINAL.pdf>.
- Jarosz, L. (2014). "Comparing Food Security and Food Sovereignty Discourses". *Dialogues in Human Geography*, 4(2), 168-181.
- Jouilli, M. (2008). "Ajustement structurel, mondialisation et agriculture familiale en Tunisie". *Économie et finance quantitative*. Université Montpellier 1.
- Kêdowidé, C. M. G., Sedogo, M. P. & Cisse, G. (2010). "Dynamique spatio-temporelle de l'agriculture urbaine à Ouagadougou : cas du Maraîchage comme une activité montante de stratégie de survie". [VertigO] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 10(2).
- Kimmerer, R. W. (2013). *Braiding Sweetgrass: Indigenous Wisdom, Scientific Knowledge, and the Teachings of Plants*. Milkweed Editions.
- Laâmouri, R. et al. (2024). *Jus Resistendi: Tunisian Peasant Narratives on Climate Justice*. OSAE Editions.

Laroche Dupraz, C. (2023). "Souveraineté alimentaire à différentes échelles et sécurité alimentaire mondiale". In *Routledge Handbook of Food Security and Sustainability*. Routledge.

La Via Campesina. (2015). "Declaration on Migration and Rural Workers". <https://viacampesina.org/en/la-via-campesina-declaration-on-migration-and-rural-workers/>, page consultée le 14/06/2024.

La Via Campesina. (2021). *Food Sovereignty, a Manifesto for the Future of our Planet: Official Statement from La Via Campesina, as We Mark 25 Years of Our Collective Struggles for Food Sovereignty*. https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2021/10/EN_25-Years-FS-Statement-For-Web-3.pdf

Mason, J. (2002). *Qualitative Researching*. SAGE Publications.

McCordic, C. (2016). "Urban Infrastructure and Household Vulnerability to Food Insecurity in Maputo, Mozambique". UWSpace.

Mustapha, J. (2008). "AJUSTEMENT STRUCTUREL, MONDIALISATION ET AGRICULTURE FAMILIALE EN TUNISIE". *Économie et finance quantitative*. Université Montpellier 1.

Nawaat. (2024). "Reportage : L'agriculture urbaine prend racine au Belvédère". <https://nawaat.org/2024/02/02/reportage-lagriculture-urbaine-prend-racine-au-belvedere/>, page consultée le 14/06/2024.

OCHA. (2023, April 29 – May 16). "Mozambique: Tropical Cyclone Freddy, Floods and Cholera - Situation Report No.4". <https://www.unocha.org/publications/report/mozambique/mozambique-tropical-cyclone-freddy-floods-and-cholera-situation-report-no4>.

Our World in Data. (2024). "Urbanization Data". <https://ourworldindata.org/urbanization#:~:text=By%202050%2C%20it's%20projected%20that,and%20Guyana%20in%20Latin%20America>, page consultée le 13/06/2024.

Paasche, T. F., & Sidaway, J. D. (2010). Transecting Security and Space in Maputo. *Environment and Planning. A*, 42(7), 1555-1576.

Paganini, N., & Lemke, S. (2020). "There Is Food We Deserve, and There Is Food We Do Not Deserve: Food Injustice, Place and Power in Urban Agriculture in Cape Town and Maputo". *Local Environment*, 25(11- 12), 1000-1020.

Population Matters. (2024). "World Population Projections". <https://populationmatters.org/>, page consultée le 14/06/2024.

UN Habitat. (2013). *Cities of Youth, Cities of Prosperity*. <https://unhabitat.org/cities-of-youth-cities-of-prosperity>

Raimundo, I. M. & Caesar, M. (2023). "Understanding Food Security and Hunger in Xai-Xai, Mozambique". In: Riley, L., Crush, J. (eds) *Transforming Urban Food Systems in Secondary Cities in Africa*. Palgrave Macmillan, Cham.

Raghuram, P. & Madge, C. (2006). "Towards a Method for Postcolonial Development Geography? Possibilities and Challenges". *Singapore Journal of Tropical Geography* (27), 270-288.

Ravallion, Martin, 2001. "[On the urbanization of poverty](#)," [Policy Research Working Paper Series](#) 2586, The World Bank.

- Répubblica de Moçambique. (2013). "Estratégia Nacional de Adaptação e Mitigação de Mudanças Climáticas". <https://faolex.fao.org/docs/pdf/moz185538.pdf>
- République Tunisienne. (2022). Ministère de l'Environnement. *Unité Nationale de Coordination sur les Changements Climatiques*. <https://www.environnement.gov.tn/tunisie-environnement/les-changements-climatiques/evolution-du-climat-et-projections-climatiques-en-tunisie#:~:text=Les%20projections%20des%20temp%C3%A9ratures%20annuelles,%C3%A0%20la%20fin%20du%20si%C3%A8cle>.
- République du Sénégal. (2020). *Contribution Déterminée au Niveau National du Sénégal*. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDNSenegal%20approuv%C3%A9-pdf-.pdf>
- Rocheleau, D., Thomas-Slayter, B. & Wangari, E. (1996). *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*. Routledge.
- Rodney, W. (1972). *How Europe Underdeveloped Africa*. Verso.
- Toumi, S. & Vidal, R. (2011). « Proximité entre ville et agriculture au Nord et au Sud de la Méditerranée », *Projets de paysage*.
- Salmón, E. (2012). "Eating the Landscape: American Indian Stories of Food, Identity, and Resilience". Tucson: University of Arizona Press.
- Saoussen, S., Pierre, G., Emmanuel, G., Bernd, P., Bruno, K., & Hichem, R. (2022). "Analyse des visions de l'agriculture urbaine et péri-urbaine tunisienne en vue de proposer un programme de formation". *Agricultures (Montrouge)*, 31, 20.
- Scheyvens, R. (2016). *Development Field Work: A Practical Guide*. Chapter 7 - Personal Issues.
- Simpson, L. B. (2014). "Land As Pedagogy: Nishnaabeg Intelligence and Rebellious Transformation". *Decolonization: Indigeneity, Education & Society*, 3(3), 1-25.
- Smith, M., Pointing, J. & Maxwell, S. (1993). "Household Food Security: Concepts and Definitions: An Annotated Bibliography". Brighton: Institute of Development Studies.
- Sidi Amor. "Agriculture Urbaine à Tunis" <https://sidiamor.org/activite/agriculture-urbaine-tunisie/>, page consultée le 31/05/24.
- UCLG Committee. (2010). *General Union of Agricultural and Livestock Cooperatives*. https://uclg-cisdp.org/sites/default/files/observatory/files/2021-06/Maputo_EN.pdf.
- UICN. (1998). *Inventaire et caractérisation de la Niaye de Dakar*, Réseau zones humides Sénégal/Commission Niayes/Programme triennal de gestion des zones humides.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2018). *World Urbanization Prospects*. <https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2018-Report.pdf>
- UNDP. (1996). *Urban Agriculture: Food, Jobs and Sustainable Cities*. United Nations Development Program, Publication series for Habitat II, Volume One. UNDP, New York.
- United Nations Development Programme. (2023). *Multidimensional Poverty Index 2023, Mozambique*. <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/MOZ.pdf>
- UNFPA. (2020). <https://arabstates.unfpa.org/en/topics/demographic-dividend-6>
- Union Africaine. "Urgent Call to Foster Urban Resilience in Africa", <https://au.int/en/pressreleases/20230907/urgent-call-foster-urban-resilience-africa>, page consultée le 31/05/24.

UN Population Division Data Portal. (2024). <https://population.un.org/dataportal/home?df=09c0d81f-abc4-4131-90d7-d645d55377ff>, page consultée le 14/06/2024.

Urbaconsult-Uram-Brammah. (1996). "Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Tunis : Rapport Final de la Première Phase. Tunis", Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, 400 p.

Vérez, J. (2019). "L'avenir des relations Union européenne-Afrique, coordonné avec L. Baechler, L'Europe en formation", CIFE, n°388.

Vérez, J. (2024). "Le défi du vieillissement démographique", CIFE, n°158.

Wade, I. & Lançon, F. (2015). "Urbanisation, changements des habitudes alimentaires et transformations rurales en Afrique de l'Ouest". In Global Development Network Conference.

World Population Review. (2023). *Median Age by Country*. <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/median-age>, page consultée le 14/06/2024.

Annexes

Glossaire des sigles

AUP	Agriculture urbaine et péri-urbaine
BAD	Banque Africaine du Développement
BM	Banque Mondiale
CDN	Contribution Déterminée Nationale
DUAT	Direite de Uso e Aproveimento de Terra (Droits d'utilisation du sol)
FAO	United Nations Food and Agriculture Organization
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GIZ	Deutsche Gesellschaft für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
IDH	Indice de Développement Humain
IFI	Institutions financières internationales
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
NCCAMS	Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique et d'Atténuation de ses Effets
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisations des Nations Unies
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies Pour le Développement
SAN	Water, Sanitation and Hygiene
SIG	Système d'Information Géographique
UE	Union Européenne
UN DESA	United Nations Department of Economic and Social Affairs
UNDP	United Nations Development Programme
USAID	United States Agency for International Development

Tableau des figures

Nombre de figure	Date	Description
Figure 1	17.05.2024	Couverture végétale Grand Tunis, Tunisie, 2010 Créé par Hannah Lang avec ArcGIS
Figure 2	17.05.2024	Couverture végétale Grand Tunis, Tunisie, 2020 Créé par Hannah Lang avec ArcGIS
Figure 3	17.05.2024	Couverture végétale Maputo, Mozambique, 2010 Créé par Hannah Lang avec ArcGIS
Figure 4	17.05.2024	Couverture végétale Maputo, Mozambique, 2020 Créé par Hannah Lang avec ArcGIS
Figure 5	17.05.2024	Couverture végétale Dakar, Sénégal, 2010 Créé par Hannah Lang avec ArcGIS
Figure 6	17.05.2024	Couverture végétale Dakar, Sénégal, 2019 Créé par Hannah Lang avec ArcGIS
Figure 7	Consultée le 13.06.2024	Emploi dans l'agriculture par rapport à la population urbaine, 2022, Our World in Data avec des données de la Banque Mondiale, 2024 : https://ourworldindata.org/urbanization#:~:text=By%202050%2C%20it's%20projected%20that,and%20Guyana%20in%20Latin%20America.
Figure 8	27.03.2024	Micro-jardin à Dakar, Yoff Prise en photo par Hannah Lang
Figure 9	05.04.2024	Micro-jardin à H.L.M. 6, Dakar Prise en photo par Hannah Lang
Figure 10	18.05.2023	Parcelle d'AUP à Costa do Sol, Maputo Prise en photo par Hannah Lang
Figure 11	23.02.2024	Jardinage en serre de La Ferme Urbaine, Lac 2, Tunis Prise en photo par Hannah Lang
Figure 12	27.03.2024	Coquilles de cacahuètes recyclées au micro-jardin à Dakar, Yoff Prise en photo par Hannah Lang

Figure 13	23.03.2024	<i>'Le mur d'agriculture' de La Ferme Urbaine, Lac 2, Tunis</i> <i>Prise en photo par Hannah Lang</i>
Figure 14	23.05.2023	<i>Jardinage de basse-cour à Magoanine, Maputo</i> <i>Prise en photo par Hannah Lang</i>
Figure 15	15.05.2023	<i>Système d'irrigation naturel à Infulene, Maputo</i> <i>Prise en photo par Hannah Lang</i>
Figure 16	06.04.2024	<i>Foncières créatives au jardin d'agriculture de l'Île de Ngor, Dakar</i> <i>Prise en photo par Hannah Lang</i>
Figure 17	Consultée le 21.05.2024	<i>Emploi des jeunes dans les segments AFS', Mathematica avec des données de l'OIT :</i> https://www.mathematica.org/projects/data-driven-foresight-analysis-of-african-agri-food-systems-and-youth-employment

ANTI-PLAGIARISM AND FRAUD STATEMENT

DECLARATION SUR L'HONNEUR CONTRE LE PLAGIAT ET LA FRAUDE

I certify that this thesis is my own work, based on my personal study and/or research and that I have acknowledged all material and sources as well as AI tools used in its preparation. I further certify that I have not copied or used any ideas or formulations from any book, article or thesis, in printed or electronic form, or from AI tools without specifically mentioning their origin, and that complete citations are indicated in quotation marks.

I also certify that this assignment/report has not previously been submitted for assessment in any other unit, except where specific permission has been granted from all unit coordinators involved, and that I have not copied in part or in full or otherwise plagiarised the work of other students and/or persons.

In accordance with the law, failure to comply with these regulations makes me liable to prosecution by the disciplinary commission and the courts of the Republic of France for university plagiarism.

Je certifie que ce mémoire est un travail original, basé sur mes propres études et recherches et que tous les outils et sources d'intelligence artificielle utilisés dans sa rédaction ont bien été signalés. Je certifie, de surcroît, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, ou créées par un outil d'intelligence artificielle, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Je certifie également que ce mémoire n'a pas été précédemment soumis pour évaluation dans une autre unité, sauf si une permission spécifique a été accordée par tous les coordinateurs d'unité impliqués, et que je n'ai pas copié en partie ou en totalité ou autrement plagié le travail d'autres étudiants et/ou personnes.

Conformément à la loi, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire et les tribunaux de la République française pour plagiat universitaire.

Name/*Nom* : Hannah Lang

Date: 15.06.2024

Signature:

